

# **P**erspectives **économiques**

*Volume 3    Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis    Numéro 3*

---

---

## **LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS L'ECONOMIE MONDIALE**

**LA PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE  
ET LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE**

**LE DROIT D'AUTEUR ET LES TECHNIQUES NUMERIQUES**

**LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LES PAYS  
EN DEVELOPPEMENT**

---

---

**Mai 1998**

# *P*erspectives **économiques**

*Volume 3    Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis    Numéro 2*

---

---

## **LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS L'ECONOMIE MONDIALE**

**LA PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE  
ET LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE**

**LE DROIT D'AUTEUR ET LES TECHNIQUES NUMERIQUES**

**LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LES PAYS  
EN DEVELOPPEMENT**

---

---

**Mai 1998**

# PERSPECTIVES ECONOMIQUES

*Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis*

## SOMMAIRE

### LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

L'essor de l'économie mondiale, la croissance phénoménale de l'Internet et l'application de plus en plus généralisée des techniques numériques ont des répercussions considérables en matière de propriété intellectuelle tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde.

Si l'adoption de nouvelles règles internationales de protection de la propriété intellectuelle dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce laisse espérer une meilleure application du droit régissant les brevets, les marques et le droit d'auteur, la communauté internationale doit faire face à un piratage de grande ampleur dû en partie à la facilité de reproduction des œuvres protégées. Les enjeux d'une bonne protection des droits de propriété intellectuelle sont déjà considérables et ils ne cessent de prendre de l'importance. L'avenir même du commerce électronique, du télé-enseignement et d'autres innovations techniques dépend du dynamisme des branches d'activité qui reposent sur la connaissance et qui sont les plus susceptibles de subir les conséquences du piratage et de la contrefaçon.

Le présent numéro des « Perspectives économiques » étudie ces tendances contradictoires. Il examine les problèmes en matière de propriété intellectuelle et la façon dont les Etats-Unis, d'autres pays et des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle y font face. Il décrit l'état actuel de la protection de la propriété intellectuelle dans les pays en développement ainsi que les problèmes auxquels ces pays se heurtent dans ce domaine et les avantages qu'ils peuvent retirer d'une meilleure protection sur le plan de leur développement économique.

#### □ DOSSIER

#### **LA PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ET LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE 6**

*Bruce Lehman, secrétaire adjoint au Commerce et directeur du Bureau des brevets et des marques des Etats-Unis*

Le développement des réseaux mondiaux de télécommunication, allié à l'expansion rapide du commerce électronique, exige que l'on envisage de mettre au point de nouvelles façons de protéger la propriété intellectuelle au XXI<sup>e</sup> siècle et que tous les pays coopèrent à cet effet.

#### **LE DROIT D'AUTEUR ET LES TECHNIQUES NUMERIQUES 10**

*Marybeth Peters, conservatrice du Registre des droits d'auteur, Bureau du droit d'auteur des Etats-Unis, Bibliothèque du Congrès*

L'évolution constante des techniques numériques pose de nouveaux défis aux lois nationales et internationales relatives au droit d'auteur. La réglementation en la matière doit être du ressort du secteur privé afin de pas étouffer la créativité et l'innovation dans ce secteur en mutation rapide.

#### **LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LE CONTEXTE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC 15**

*Entretien avec MM. Joseph Papovich et Claude Burcky, Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur*  
Les Etats-Unis poussent les pays en développement à prendre des dispositions qui leur permettront de s'acquitter de leurs obligations découlant de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC).

## □ OPINIONS

### **QUATRE SPECIALISTES EXAMINENT LE ROLE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL**

**19**

*Débat entre M. Peter Fowler, Mme Deborah Hurley, M. Robert Sherwood et M. Eric Smith*

Quelles difficultés la mondialisation de l'économie pose-t-elle à notre époque pour la défense de la propriété intellectuelle? A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, dans quelle mesure l'équation se modifie-t-elle pour les pays en développement et pour les pays en transition? Quelles sont les répercussions de l'ère numérique sur les méthodes traditionnelles de protection de la propriété intellectuelle? Quatre spécialistes de la propriété intellectuelle expriment leur point de vue sur ces questions.

### **LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : PROBLEMES ET POSSIBILITES**

**28**

Aperçu sur la protection de la propriété intellectuelle dans cinq pays en développement: le Bénin, Madagascar, le Pakistan, Sri Lanka et le Vietnam

## □ FAITS ET CHIFFRES

### **L'ARTICLE 301 DE LA LOI SUR LE COMMERCE EXTERIEUR**

**35**

### **LES TEXTES DE LOI SUR LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ACTUELLEMENT A L'ETUDE AU CONGRES**

**37**

## □ SOURCES D'INFORMATION

### **ADRESSES D'ORGANISMES JOUANT UN ROLE EN MATIERE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**39**

### **SELECTION D'ARTICLES ET D'OUVRAGES RELATIFS A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (EN ANGLAIS)**

**40**

### **GLOSSAIRE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**41**

---

---

# PERSPECTIVES ECONOMIQUES

---

Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis

Volume 3, numéro 3, Mai 1998

---

Les revues électroniques diffusées à intervalle de trois semaines par l'USIA dans le monde entier examinent les principales questions d'actualité intéressant la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine – elles présentent des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné. Les versions française et espagnole suivent d'une semaine la version anglaise. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Le contenu de ces revues peut être librement reproduit en dehors des Etats Unis, sauf indication contraire.

Les numéros les plus récents ainsi que les archives sont disponibles sur l'Internet à la page d'accueil des revues du Service d'information des Etats-Unis (USIS), à l'adresse suivante :

<http://www.usia.gov/journals/journals.htm>

Veuillez adresser toute correspondance soit à votre centre local de l'USIS, soit à la rédaction :

Editor, Economic Perspectives  
Economic Security – I/TES  
U.S. Information Agency  
301 4th Street, S.W.  
Washington, DC 20547  
Etats-Unis d'Amérique

Adresse courrier électronique: [ejecon@usia.gov](mailto:ejecon@usia.gov)

---

Directeur de la publication	..... Judith Siegel	..... Warner Rose	
Directeur de la rédaction	..... Mark Taplin	..... Jon Shaffer	
Rédacteurs en chef	..... Bruce Odessey	..... Charlotte Titus	
.....	..... Mark Taplin	..... Sylvia Scott	
Rédacteur en chef adjoint	..... Wayne Hall	Consultant graphique	..... Joseph Hockersmith
Rédacteurs	..... Eileen Deegan	Traduction	..... Services linguistiques de l'USIA
.....	..... Kathleen Hug	Conseil de rédaction	..... Howard Cincotta
.....	..... Stephen LaRocque	.....	..... John Davis Hamill
.....	..... Martin Manning	.....	..... Judith Siegel
.....	..... Bruce Odessey	.....	.....

---

Agence d'information des Etats-Unis  
Bureau d'information  
Mai 1998

# □ LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

---

*Bruce Lehman, secrétaire adjoint au Commerce et directeur du Bureau des brevets et des marques des États-Unis*

*Le développement mondial de l'Internet pose de nouveaux problèmes pour ce qui est de la protection des droits des créateurs d'œuvres de l'esprit. La délivrance des brevets peut être facilitée par les nouveaux réseaux électroniques mondiaux, mais la protection des marques doit être étendue à l'Internet, ce qui suscite de graves questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques protégées par le droit d'auteur, déclare le secrétaire adjoint au Commerce, M. Bruce Lehman, qui est aussi à la tête de l'Office des brevets et des marques des États-Unis. La protection assurée par le droit d'auteur est menacée par la facilité avec laquelle l'on peut reproduire et distribuer les œuvres dans le monde entier et par une interprétation de la notion de l'usage loyal selon laquelle le droit d'auteur ne devrait pas s'appliquer au cyberspace.*

Le développement de réseaux mondiaux de télécommunication, allié à l'expansion rapide du commerce électronique, exige que nous envisagions de mettre au point de nouvelles façons de protéger la propriété intellectuelle si nous voulons éviter de graves problèmes au XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'agit, pour une très large part, de problèmes impossibles à résoudre sans une coopération internationale.

Dans l'économie mondiale actuelle, nous faisons d'importants progrès sur le plan de la protection du droit d'auteur, des brevets et des marques. Ces progrès sont indispensables, et il importe d'agir rapidement. D'analogique, notre monde est devenu numérique. Nous acceptons la technologie numérique et l'Internet dans notre vie quotidienne avec autant d'enthousiasme que nous l'avions fait pour la machine à écrire et le photocopieur. Il nous faut cependant adapter nos lois sur le droit d'auteur pour protéger de toute reproduction non autorisée les œuvres littéraires et artistiques diffusées sur l'Internet. De même, nous devons aligner les lois régissant l'Internet sur le droit des marques pour empêcher que des marques déposées ne soient utilisées sans autorisation comme noms de domaine. Enfin, nous devons faire fond

sur l'efficacité de notre droit des brevets pour favoriser le progrès technique.

Une étude récente de l'Union internationale des télécommunications (UIT) signale que, d'ici à l'an 2001, cent douze millions d'ordinateurs seront reliés au réseau télématique mondial, contre seize millions en 1996. La même étude prévoit que les ventes en ligne passeront de trois cent quatorze milliards de dollars à trois cent cinquante-sept milliards en 2001. La majeure partie de ces connexions auront lieu dans les pays industriels, mais les pays à croissance rapide d'Amérique latine, d'Asie et de certaines parties d'Afrique connaîtront également un rythme accéléré d'expansion. Le commerce électronique se développe rapidement, et nous devons résoudre les importantes questions juridiques qu'il suscite afin de garantir que la croissance prévue par l'étude de l'UIT aura bien lieu.

De nouvelles questions relatives aux brevets, aux marques et au droit d'auteur surgissent dans ce nouvel environnement et elles ont des conséquences tant nationales qu'internationales.

### **LES BREVETS**

L'Office des brevets et des marques des États-Unis considère l'Internet moins comme un problème que comme un instrument utile pour faire face à l'accroissement rapide du nombre de demandes de brevets. Aux États-Unis, le nombre des demandes de brevets augmente de plus de 5 % par an, soit de dix mille chaque année. À l'avenir, l'augmentation de nos effectifs ou l'accroissement de leur productivité ne sera plus une solution réaliste pour venir à bout d'un volume croissant de travail.

Le nombre de demandes de brevets augmente aussi dans de nombreux pays. Pour faire face à ce phénomène, les États-Unis ont proposé que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) encourage un plus grand

recours aux techniques de l'information dans ses Etats membres et au sein de son Bureau international, afin de créer un réseau mondial sûr qui reliera entre eux les divers offices nationaux de la propriété intellectuelle, grâce à des communications rapides, peu coûteuses et offrant toute sécurité. L'objectif à long terme de cette initiative est la mise en place d'un dispositif mondial plus étroitement intégré d'examen et de délivrance des brevets. Ce sera là le meilleur moyen de faire face au nombre toujours croissant de demandes.

## LES MARQUES

Pour ce qui est des marques, un tel réseau pourrait permettre le dépôt électronique des demandes dans le cadre de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, ainsi que l'échange de bases de données sur les marques et le dépôt des demandes de protection d'emblèmes d'Etat.

Si l'on veut comprendre la portée des techniques de l'information sur la protection des marques, il suffit d'observer la rapide croissance de l'Internet et des problèmes qui en découlent, comme les activités des « cybersquatters » et des « cyberpirates ». Ces nouvelles catégories de délinquants s'emparent de marques, les font enregistrer comme noms de domaine et exigent des paiements des détenteurs légitimes de ces marques avant de renoncer à tout droit de propriété.

L'Office des brevets et des marques s'emploie activement à résoudre un certain nombre de problèmes liés à l'Internet, y compris les rapports entre l'enregistrement des noms de domaine et la protection des marques. En tant que membre d'un comité interministériel présidé par le ministère du commerce, cet office s'emploie à mettre au point un plan adéquat de transition pour l'enregistrement des noms de domaine de l'Internet. De nombreux détenteurs de marques se plaignent de la situation actuelle et s'inquiètent vivement de la protection des marques sur l'Internet. L'accord de coopération en vertu duquel la société « Network Solutions » est actuellement chargée de l'enregistrement et de la gestion des noms de domaine prendra fin le 30 septembre. Il ne reste pas beaucoup de temps pour prendre des décisions importantes sur la mise en place d'un nouveau système.

En février, le ministère du commerce a publié un livre blanc sur la gestion de l'Internet qui décrit la façon dont le gouvernement des Etats-Unis transférera la gestion des noms de domaine de l'Internet à un organisme privé sans

but lucratif. La nécessité d'un tel changement était évidente depuis un certain temps. Il règne un mécontentement général devant l'absence de concurrence dans l'espace réservé aux noms de domaine, particulièrement dans la catégorie des « com ». La prolifération des procès laisse présager l'éventualité d'un chaos tandis qu'à travers le monde les tribunaux appliquent des lois antitrust et des lois sur la propriété intellectuelle différentes pour régler les litiges qui surgissent. Les mécanismes actuellement utilisés pour régler les conflits concernant les marques et les noms de domaine sont pesants et coûteux. Etant donné l'importance croissante de l'Internet en tant que ressource pour les milieux d'affaires et le nombre de plus en plus élevé de personnes qui ont un enjeu dans ce réseau télématique à l'étranger, il est indispensable qu'il soit géré de façon professionnelle et responsable. Nous voulons avoir un système qui rende le commerce électronique plus respectueux des marques et plus convivial.

Le gouvernement des Etats-Unis veut mettre fin de façon responsable à sa gestion de l'Internet, ce qui implique l'établissement d'un plan assurant un transfert en bonne forme à un organisme responsable. Il propose de confier cette gestion à un organisme sans but lucratif sis aux Etats-Unis, qui serait chargé d'élaborer des lignes de conduite pour régler des questions telles que l'attribution de numéros de protocole Internet, le fonctionnement du serveur de base, l'élaboration de protocoles techniques et l'établissement de nouveaux noms de domaine de premier niveau pour remplacer ceux qui existent déjà, c'est-à-dire « com », « edu », « org », ou pour en ajouter, ainsi que les noms de domaines de premier niveau basés dans les divers pays. Le conseil d'administration d'un tel organisme serait composé de représentants d'organisations ayant des intérêts dans l'Internet et de la communauté d'utilisateurs. Les méthodes du nouvel organisme devraient être équitables et encourager la concurrence; son mécanisme de prise de décision devrait être transparent. Il agirait en tant qu'organe responsable de l'établissement des normes.

Nous sommes également parvenus à une rare convergence d'événements dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. Du fait, notamment, des accords de l'Organisation mondiale du commerce, les pays améliorent, ou établissent rapidement dans certains cas, des dispositifs de protection de la propriété intellectuelle. Cette nouvelle tendance nous offre de grandes possibilités, mais présente aussi des problèmes, alors que nous cherchons à exploiter au maximum la révolution des techniques de l'information.

## LE DROIT D'AUTEUR

Les lois modernes sur le droit d'auteur sont l'aboutissement de progrès techniques successifs, des caractères mobiles de Gutenberg aux appareils enregistreurs numériques, en passant par toutes les étapes intermédiaires. Aujourd'hui, les techniques de l'information (ordinateurs et logiciels) ainsi que les techniques des télécommunications comme le câble et les satellites se rejoignent, ce qui a des conséquences énormes sur la façon dont les œuvres protégées par le droit d'auteur sont créées, reproduites et disséminées.

La technologie numérique ne constitue ni le premier ni sans doute le dernier défi posé à la capacité qu'ont les titulaires de droits d'auteur d'autoriser ou d'interdire la reproduction, l'adaptation, la distribution, la communication au public, l'interprétation et l'exécution de leurs œuvres. Pourtant, les progrès de la technologie numérique, alliés au développement rapide des réseaux électroniques et autres techniques de communication, ont considérablement augmenté les enjeux. Toute œuvre bidimensionnelle peut être « numérisée », c'est-à-dire traduite en une suite de valeurs numériques, zéro et un, qui constituent le code numérique. Cette œuvre peut alors être stockée et utilisée sous sa forme numérique, ce qui augmente considérablement la facilité et la rapidité avec lesquelles elle peut être reproduite, ainsi que la qualité des copies, la capacité de modifier l'original et la vitesse à laquelle les copies, autorisées ou non, peuvent être communiquées au public.

Les œuvres peuvent également être combinées sur un support unique, comme un CD-ROM. Ceci estompe la ligne de démarcation entre les types d'œuvres. Tout le monde reconnaît qu'un CD-ROM multimédia interactif avec texte, son, images et film est une œuvre, mais s'agit-il d'une œuvre littéraire, audiovisuelle ou d'une chose entièrement différente? Les réponses que l'on donnera à cette question auront des répercussions sur l'existence de la protection à l'échelle internationale.

Les réseaux télématiques ultra-rapides et de grande capacité permettent à quiconque, en tapant sur quelques touches de clavier d'ordinateur, de faire parvenir simultanément des copies parfaites d'œuvres numérisées à quantité de destinataires, pratiquement n'importe où dans le monde. Les usagers peuvent « afficher » une copie sur un bulletin d'affichage, la télécharger ou la transmettre à un autre service où des milliers de personnes pourront à leur tour la télécharger ou en reproduire une quantité

illimitée d'exemplaires, sur papier ou sur disquette. Cette convergence des techniques de l'information et des techniques des télécommunications change de façon spectaculaire la façon dont les particuliers et les entreprises utilisent les produits et les services informatiques et dont les œuvres sont créées, détenues, distribuées, reproduites, affichées, interprétées, concédées sous licence, gérées, présentées, organisées, vendues, utilisées et stockées.

La communauté internationale a pleinement conscience de l'obligation qui lui incombe de trouver une solution à ce danger de piratage mondial de grande ampleur. La solution, qui a pris un certain nombre d'années à apparaître, repose sur deux traités de l'OMPI, le Traité sur le droit d'auteur et le Traité sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, conclus tous les deux en décembre 1996. Ces traités, qui faciliteront grandement les applications commerciales des télécommunications numériques en ligne, ont été soumis au Sénat des Etats-Unis pour ratification en juillet 1997. Ils y sont actuellement à l'étude, tout comme le sont les textes d'application qui s'y rapportent.

En réponse aux mêmes préoccupations, mais avec une approche nettement différente, M. John Ashcroft (sénateur du Missouri) a déposé un projet de loi qui traite des questions du droit d'auteur soulevées par l'Internet et par la technologie numérique en tentant de définir clairement les responsabilités en cas d'atteinte à ce droit. Ce texte établit des normes de conduite pour la lutte contre les atteintes au droit d'auteur et traite de questions relatives à l'usage loyal, au télé-enseignement, aux copies éphémères et à la reproduction d'ouvrages de librairie. Pour leur part, les fournisseurs de services en ligne maintiennent que toute loi d'application des deux traités doit contenir des dispositions limitant et précisant les responsabilités éventuelles en cas d'atteinte au droit d'auteur.

Le gouvernement Clinton pense que l'application des traités et les responsabilités en matière d'atteinte au droit d'auteur sont deux problèmes distincts et que rien dans les deux textes n'exige que le Congrès traite spécifiquement de la question de responsabilité. Nous sommes néanmoins heureux de voir ces deux questions traitées simultanément, à condition que l'étude de la question de responsabilité n'entrave pas l'examen et l'adoption rapides de la loi d'application. Plus tôt ces traités entreront en vigueur et mieux cela vaudra pour tous.

La coopération ne devrait cependant pas prendre fin avec l'entrée en vigueur des deux traités. Grâce au développement rapide de l'Internet, nous constatons que les œuvres peuvent être disséminées dans le monde à la vitesse de la lumière, à partir de n'importe quel pays. Rien ne fait obstacle à cette dissémination, mais le respect du droit d'auteur risque d'être entravé si les pays ne mettent pas ces traités en vigueur. Vu les progrès de la technique, il est concevable, et même probable, qu'un pays laxiste puisse servir d'asile aux pirates qui pourraient alors porter préjudice au commerce des « biens » légitimes à travers le monde. C'est pourquoi il est impératif que les industries et les Etats du monde entier s'associent à la tâche qui reste à accomplir pour mettre en pratique les principes établis dans ces traités.

## LA QUESTION DE L'USAGE LOYAL

En ce qui concerne la question de l'usage loyal des œuvres protégées par le droit d'auteur, les deux traités contiennent des dispositions qui autorisent les pays membres à prévoir, dans certains cas particuliers, des exceptions qui n'entraveraient pas l'exploitation normale des œuvres et qui ne causeraient pas de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de leur auteur.

Les notes explicatives qui accompagnent ces traités précisent que ces dispositions autorisent les parties contractantes à prévoir, dans leur législation nationale, d'assortir de limitations ou d'exceptions considérées comme acceptables aux termes de la Convention de Berne les droits conférés aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques.

Tous ces changements constituent des prolongements pratiques, sur la scène internationale, des lois sur le droit d'auteur dans le but de faire face à la réalité électronique. Cependant, certains tentent de saisir cette occasion pour rompre l'équilibre nécessaire au fonctionnement de notre système de protection du droit d'auteur. Cette attaque repose sur une conception révisionniste exposée aux Etats-Unis par ceux qui considèrent le libre usage du cyberspace comme un droit conféré par la Constitution des Etats-Unis. Leur théorie est que l'usage loyal devrait être élargi et que tout ce qui est sur l'Internet devrait être gratuit. Or, usage loyal et usage gratuit ne sont

absolument pas synonymes.

Dans cette controverse sur l'usage loyal, ce qui est en jeu, c'est l'encouragement des auteurs à créer de nouvelles œuvres et celui des chefs d'entreprises dont les activités reposent sur l'information à tirer profit des créations de l'esprit, encouragement qui est ancré dans la Constitution des Etats-Unis. L'aube de l'âge numérique n'est pas un moment opportun pour débattre de nouveau du droit de s'approprier sans compensation les biens et les moyens d'existence d'autrui. Dans un certain sens, ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est guère qu'une tentative pour établir un régime extrémiste qui donnerait à l'usage loyal la priorité sur le droit de la propriété intellectuelle.

Certains aspects de notre loi sur le droit d'auteur vont devoir être adaptés et révisés pour tenir compte des réalités des nouvelles techniques, mais il en a toujours été ainsi. Ce qui est différent et plus menaçant, à l'heure actuelle, c'est la tentative faite par certains pour présenter le débat sous un jour hostile à la propriété, comme si la protection du droit d'auteur constituait une tracasserie qui pouvait et devait être interdite dans le cyberspace. □

Le caractère fallacieux de ce raisonnement tient au fait que ce n'est pas parce que tant de choses peuvent être rendues accessibles dans l'infrastructure de l'information qu'il en serait ainsi en l'absence de protections pour les auteurs et pour les fournisseurs de telles œuvres. Nous ne devons pas perdre de vue les avantages, pour la société et pour la créativité, du maintien d'un juste équilibre entre les protections assurées aux détenteurs de droits d'auteur et l'usage autorisé d'œuvres protégées par le droit d'auteur dans les domaines de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche. Toute mesure qui favoriserait un groupe au détriment d'un autre romprait l'équilibre précaire assuré par la loi sur le droit d'auteur et mettrait en péril la créativité et les innovations. L'Internet forme un tout et, si nous voulons qu'il soit plus qu'une boîte à lettres mondiale et qu'un système de messagerie transmettant de la publicité et des informations tombées dans le domaine public, la seule solution consiste à renforcer la protection du droit d'auteur. □

---

---

## ❑ LE DROIT D'AUTEUR ET LES TECHNIQUES NUMÉRIQUES

---

*Marybeth Peters, conservatrice du Registre des droits d'auteur, Bureau du droit d'auteur des Etats-Unis, Bibliothèque du Congrès*

*L'évolution constante des techniques numériques pose de nouveaux défis aux lois nationales et internationales relatives au droit d'auteur, souligne la conservatrice du Registre des droits d'auteur des Etats-Unis, Mme Marybeth Peters. Elle s'empresse toutefois d'ajouter que la réglementation doit être du ressort du secteur privé afin de ne pas étouffer la créativité et l'innovation dans ce secteur en mutation rapide.*

---

### **LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE DOMAINE NUMÉRIQUE**

Du jour où elle a été créée, la loi sur le droit d'auteur s'est adaptée aux mutations techniques. A l'heure actuelle, les techniques numériques et les réseaux de télécommunications numériques font la une des journaux. Ces questions sont assurément intimidantes, et on peut à juste titre les qualifier de « nouvelles » ou d'« uniques ». Elles ne constituent pourtant qu'une étape du processus d'adaptation continue qui caractérise les annales de la législation sur le droit d'auteur. Le présent article examine certaines des questions liées aux techniques numériques qui compliquent aujourd'hui la législation sur le droit d'auteur.

### **Les caractéristiques des techniques numériques qui ont des répercussions sur le droit d'auteur**

Les techniques qui sont actuellement susceptibles d'affecter la législation sur le droit d'auteur ont trait à la mise en mémoire et à la transmission numériques des ouvrages. En voici quelques exemples.

- **La facilité et l'ubiquité de la reproduction :** dès qu'une œuvre se présente sous forme numérique, elle peut être reproduite rapidement, à peu de frais et sans altération de la qualité. Chaque copie peut elle-même faire l'objet d'une reproduction, une fois encore sans que la qualité n'en souffre. On voit donc qu'un seul exemplaire d'une œuvre sous forme numérique finit par satisfaire une multitude d'utilisateurs.

Outre les reproductions décidées de propos délibéré, la

technologie numérique crée le phénomène des reproductions incidentes et ubiquitaires. L'une des caractéristiques propres à cette technologie, c'est en effet qu'un grand nombre des activités qui interviennent en ce qui concerne les copies sur papier et les transmissions analogues entraînent nécessairement la création de copies éphémères et incidentes. Ainsi l'utilisateur désireux de consulter un document électronique doit-il au minimum le copier temporairement dans la mémoire vive de son ordinateur. Dans le contexte des logiciels, voilà qui soulève automatiquement la notion de droit de reproduction.

De même, la transmission numérique de documents sur des réseaux entraîne la création d'exemplaires éphémères. Le document doit d'abord être reproduit dans la mémoire vive de l'ordinateur source avant d'être décomposé en groupes de données binaires qui sont transmises sur le réseau. Tout au long du passage de ces données binaires sur les réseaux télématiques, des copies sont placées temporairement dans la mémoire vive et sur disque. A la dernière étape, une copie éphémère (ou même permanente) est faite sur l'ordinateur du destinataire. Toutes ces reproductions se font généralement automatiquement, au su de l'utilisateur, mais un bon nombre d'entre elles disparaissent dès que cesse la recherche en question.

- **La facilité de la dissémination :** la création de réseaux numériques mondiaux favorise la dissémination rapide, dans le monde entier, d'œuvres sous forme numérique. A l'image de la radiodiffusion, les réseaux numériques distribuent l'information à un grand nombre d'individus à partir d'une source unique. Contrairement à la radiodiffusion, toutefois, il n'est pas nécessaire que le matériel sous forme numérique atteigne tous les individus simultanément, et tout utilisateur du réseau est en mesure de disséminer le matériel à son tour, ce qui fait que le matériel sous forme numérique peut se multiplier à un taux de progression géométrique. Quand on ajoute à cela la facilité avec laquelle ce matériel peut être reproduit, il s'ensuit qu'une seule copie numérique d'un ouvrage peut être multipliée des milliers de fois dans le monde entier en l'espace de quelques heures.

• **La concentration de la valeur :** le stockage numérique est dense, et sa densité s'accroît d'année en année. On arrive à mettre en mémoire des quantités de plus en plus importantes de matériel sur un support unique. Les disques compacts, qui peuvent emmagasiner plus de six cents méga octets de données, sont une belle aubaine pour les pirates commerciaux qui peuvent enregistrer l'équivalent de rayons de bibliothèque de logiciels sur un seul disque numérique, dont la valeur représente des milliers de dollars. Le disque compact pourrait même être bientôt détrôné (ou tout au moins complété) par le vidéodisque numérique, d'une densité nettement supérieure.

### **Les nouvelles formes d'exploitation**

Certaines des questions les plus épineuses que posent les nouvelles techniques ont trait aux nouveaux moyens d'exploitation des œuvres protégées par le droit d'auteur. On aurait cependant tort de croire qu'elles se résument aux questions d'intérêt public. L'apparition de nouvelles formes d'exploitation a régulièrement bouleversé les accords et les arrangements commerciaux en vigueur. C'est fréquent, par exemple, dans les cas où il est difficile de dire si la possession d'une licence concédée par un auteur ou par le titulaire d'un droit d'auteur confère le droit d'exploiter une œuvre selon des modalités qui n'existaient pas au moment où la licence a été accordée. C'est une question frustrante qui s'est présentée plusieurs fois au cours de notre siècle, avec l'invention de la radio, de la télévision, du magnétoscope, etc. De là à dire qu'il s'agit d'une question d'intérêt public motivant nécessairement l'intervention de l'Etat, c'est un pas qu'il ne faut pas franchir. Aux Etats-Unis, la réponse à ces questions s'est généralement trouvée sur le marché et, dans les cas litigieux, devant les tribunaux.

Il ne s'ensuit pas pour autant que l'apparition de nouvelles techniques adaptées à l'exploitation des œuvres protégées par le droit d'auteur n'a pas suscité la nécessité de prendre des mesures législatives. L'invention d'appareils d'enregistrements audionumériques, par exemple, fait que les œuvres mises en mémoire sur disques compacts risquent d'être reproduites en série et sans altération de la qualité, tant à titre privé qu'à une échelle commerciale. Aux Etats-Unis, il s'est révélé nécessaire, pour préserver les droits exclusifs de reproduction des titulaires d'un droit d'auteur, d'exiger des contrôles techniques sur les reproductions en série et de percevoir un droit sur les appareils de reproduction et les cassettes vierges pour dédommager les titulaires du droit d'auteur qui feraient inévitablement les frais des copies privées.

Dès lors, l'invention de toute technique oblige les pouvoirs publics à déterminer si le marché est capable de régler les nouvelles questions qui ne manquent pas d'être soulevées.

### **UN FIL DIRECTEUR COMMUN**

Plusieurs thèmes reviennent en leitmotiv tout au long de l'évolution des lois relatives au droit d'auteur, en réponse aux mutations techniques.

#### **L'acceptation de nouvelles formes d'expression**

Au cours des deux cents dernières années, on a vu maintes fois la notion du droit d'auteur s'étendre à de nouvelles formes d'expression. La photographie, la cinématographie, les bases de données électroniques et les logiciels en sont des exemples. Dans chaque cas, les pouvoirs publics ont su reconnaître le principe de la créativité de l'auteur qui se dessine en filigrane dans toutes les œuvres protégées par le droit d'auteur, indépendamment de la technique ou du mode d'expression retenus.

#### **Le maintien du cadre des droits exclusifs**

La Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, pièce maîtresse des conventions internationales relatives au droit d'auteur, s'appuie sur le principe selon lequel l'octroi de droits exclusifs à l'auteur encourage la créativité littéraire et artistique, ce qui, au bout du compte, sert l'intérêt général. Dans ce même esprit, la Constitution des Etats-Unis stipulait déjà que le Congrès a le pouvoir d'assurer aux auteurs et aux inventeurs le droit exclusif à leurs écrits et découvertes respectifs en vue « de favoriser le progrès de la science et des arts utiles ». A mesure que les nouvelles techniques ont multiplié les moyens d'exploitation des œuvres, les pouvoirs publics ont été périodiquement amenés à réexaminer les droits exclusifs accordés aux auteurs bénéficiaires du droit d'auteur de façon que les auteurs et autres titulaires du droit d'auteur continuent d'exercer un droit de regard exclusif sur leurs œuvres.

A l'occasion, il s'est avéré nécessaire d'interpréter plus libéralement les droits existants. Aux Etats-Unis, par exemple, la diffusion d'émissions radiophoniques et télévisées s'est trouvée couverte par le droit afférent aux interprétations et aux exécutions publiques. Dans d'autres cas, il a fallu carrément rajouter de nouveaux droits ; c'est ce qui s'est passé lorsque le droit de communication au public a été incorporé à la Convention de Berne à la suite de l'invention de la radiodiffusion.

Par ailleurs, les législateurs ont été amenés à examiner la nature et la portée des limitations ou exceptions dont les droits exclusifs sont susceptibles d'être assortis. Par exemple, l'article 117 de la loi américaine sur le droit d'auteur prévoit un nombre limité de cas spéciaux dans lesquels la reproduction de logiciels est autorisée, et ce pour des raisons directement liées à la nature même de la technologie en question, à savoir la nécessité de faire des copies dans le contexte d'un usage autorisé et celle de faire des copies d'appoint pour parer à toute défaillance mécanique ou effaçage accidentel.

## **Les solutions induites par le marché**

Un droit exclusif ne profite pas nécessairement à son titulaire si les inefficacités du marché rendent l'exercice de ce droit inapplicable. L'exploitation des droits d'interprétation et d'exécution publiques d'œuvres musicales est un exemple classique aux Etats-Unis. En règle générale, la valeur d'une seule interprétation ou exécution publique d'une œuvre musicale est minime. La catégorie des usagers, qui comprend les stations de radio, bars, restaurants, supermarchés, etc., est extrêmement large. Au total, la valeur de cette forme d'exploitation est substantielle, mais on peut en dire autant du coût de l'administration des droits étant donné la large base que forment les usagers.

C'est précisément en faisant appel au marché que les Etats-Unis ont réussi à surmonter cette inefficacité : la solution passe par l'administration collective du droit d'interprétation et d'exécution publiques. On tente, non sans succès, d'appliquer le même principe à l'administration des droits de reproduction (photocopies, copies électroniques, etc.).

Toutefois, pour maintenir le cadre des droits exclusifs, il est essentiel que l'administration collective des droits ne devienne pas l'équivalent du droit à une rémunération équitable. Dès lors, il est impératif que tout système d'administration collective soit volontaire, non exclusif et sensible aux forces du marché (y compris celles issues des mutations techniques). Ces trois facteurs s'inscrivent dans la logique de l'administration collective des droits sous la houlette d'organismes privés et dans le cadre d'un environnement compétitif. En outre, le troisième facteur donne à penser que l'administration collective des droits devrait être décentralisée puisque les conditions du marché varient d'un pays à l'autre.

Le principe des licences obligatoires est une autre formule

qui a été adoptée pour corriger les inefficacités supposées du marché. Il s'agit là toutefois d'une mesure qui peut coûter cher à la société. Premièrement, le principe de la licence obligatoire constitue une dérogation importante à la norme des droits exclusifs. Deuxièmement, il entraîne des distortions considérables sur le marché puisqu'il sert à contrôler les prix, de façon directe par le biais des mécanismes de fixation des taux de droit d'auteur et indirecte par le biais du contrôle de l'offre. Troisièmement, une fois qu'une licence obligatoire a été instaurée, tout un réseau d'intérêts se met en place, ce qui fait qu'il devient extraordinairement difficile de la supprimer même après que les conditions ayant motivé son adoption ont cessé d'exister.

Pour toutes ces raisons, les licences obligatoires sont autorisées avec parcimonie par la Convention de Berne, et c'est avec la plus grande prudence qu'il convient d'envisager d'y avoir recours à l'échelon national. L'usage des licences obligatoires pourrait ainsi se justifier en cas de déficience grave du marché, par exemple s'il existe un monopole naturel.

## **LES ENJEUX D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN**

### **Le maintien du cadre des droits exclusifs**

Etant donné le degré auquel les progrès des techniques numériques ont facilité la reproduction et la dissémination rapides des œuvres, et à grande échelle qui plus est, on s'est beaucoup intéressé ces dernières années à la nécessité d'ajuster le cadre actuel des droits exclusifs à la lumière des questions liées à l'invention de nouvelles techniques. La conclusion qui en ressort à l'échelon international, c'est que ce cadre est généralement capable d'absorber les nouvelles techniques et qu'il convient simplement d'y apporter quelques retouches, et non pas de le remanier de fond en comble. Le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur, de portée modeste mais malgré tout importante, illustre bien ce principe.

• **Le droit de communication au public:** le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur étend à la totalité des œuvres le droit de communication qui était déjà reconnu dans la Convention de Berne pour diverses catégories d'œuvres. Ce droit de communication prévoit que « les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser toute communication au public de leurs œuvres (...) de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée ». Voilà qui implique que les transmissions

sur demande constituent une forme de communication au public considéré dans son ensemble (et donc sous le contrôle de l'auteur), même si chaque individu décide du moment auquel il exploitera l'œuvre en question.

• **Le droit de distribution :** le traité reconnaît le droit exclusif qu'a un auteur de distribuer ses œuvres dans le public par le biais de la vente ou d'autres formes de transfert de propriété. Bien qu'il ne soit pas spécifiquement mentionné dans la Convention de Berne, le droit de distribution générale applicable à toutes les catégories d'œuvres était déjà reconnu par certains pays, dont les Etats-Unis.

• **Le droit de location :** le traité reconnaît un droit exclusif de location (d'ailleurs prévu dans l'Accord sur les ADPIC) comme moyen de protéger le droit de reproduction.

Le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur fait l'impasse sur un certain nombre de questions. Ainsi a-t-on écarté la proposition visant à clarifier le degré auquel le droit de reproduction s'applique aux copies éphémères (par exemple celles qui sont faites dans la mémoire vive) de même que l'étendue des exceptions qu'il conviendrait d'adopter dans ces cas-là. En outre, dans le droit fil des autres conventions sur le droit d'auteur qui laissent aux lois nationales le soin de régler la question de responsabilité, le traité ne soulève pas celle des prestataires de services susceptibles de participer, en leur qualité d'intermédiaires, à la reproduction et à la distribution de matériel qui empiète sur le droit d'auteur. Ces questions sont examinées à la loupe à l'échelon national. Elles sont certainement d'actualité aux Etats-Unis, où l'adoption de la loi d'application du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur a été liée politiquement au règlement législatif de la question de la responsabilité des prestataires de services et où plusieurs projets de loi qui sont à l'étude comportent des dispositions sur ce sujet.

### **Les mesures techniques à l'appui de la protection du droit d'auteur**

S'il laisse relativement intact le cadre actuel des droits exclusifs, le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur contient toutefois des dispositions, nouvelles pour les accords internationaux de cette nature, concernant les mesures techniques mises en œuvre par les auteurs pour protéger leurs droits. Ces mesures visent à promouvoir le développement des réseaux numériques en ce sens qu'elles procurent un cadre sûr pour l'exploitation des œuvres

protégées par le droit d'auteur et qu'elles facilitent la délivrance d'autorisations pour ce genre d'exploitation.

En vertu du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur, les pays doivent prévoir des sanctions juridiques efficaces pour empêcher toute personne de contourner les mesures techniques appliquées par les auteurs pour sauvegarder leurs droits. Les Etats doivent également prévoir des sanctions juridiques contre les personnes qui suppriment ou modifient toute information, se présentant sous forme électronique, relative au régime des droits. Aux Etats-Unis, la principale modification à la loi américaine qui est envisagée dans le texte d'application du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur tient aux obligations afférentes aux mesures techniques qui sont destinées à accroître la protection du droit d'auteur.

Le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur reconnaît donc que les auteurs ne peuvent pas compter exclusivement sur les mesures techniques pour protéger leurs œuvres, parce que tout dispositif technique peut être contourné par les usagers qui s'en donneraient le mal. En d'autres termes, si le cadre actuel des droits de propriété continue d'être jugé adéquat, l'exercice constructif de ces droits dans le contexte des nouvelles utilisations, notamment sur l'Internet, nécessite qu'on y rajoute des garanties juridiques relatives aux aspects techniques.

### **Le marché et l'administration des droits**

Comme on l'a vu précédemment, l'administration collective des droits est une réponse du marché aux inefficacités des droits individuels de licence applicables à un grand nombre d'œuvres et d'usagers, lorsque la valeur de toute utilisation individuelle est infime. Traditionnellement, le coût de la délivrance de licences individuelles pour ce genre d'œuvres serait supérieur à celui de la valeur de la licence.

De premier abord, l'administration collective des droits semble présenter un aspect séduisant, tout au moins dans le cas de certains types d'œuvres qui circulent sur les réseaux numériques, mais il subsiste un certain flou quant à la question de savoir si les conditions qui s'appliquent sont tout le temps les mêmes. L'infrastructure de l'information qui permet la dissémination rapide et bon marché des œuvres pourrait bien aussi aider les titulaires de droits d'auteur à gérer ces droits individuellement. Des travaux sont actuellement en cours dans le secteur privé pour établir des règles propres à faciliter la localisation et la récupération d'objets numériques contenant des

œuvres, l'identification du titulaire des droits d'auteur, les termes et conditions d'emploi et les modalités de paiement. L'usage intensif de l'automatisation pourrait réduire le coût de ce genre de transaction au point de rendre l'administration individuelle des droits économiquement faisable. Une autre solution consisterait aussi à utiliser ces techniques dans le cadre de l'administration collective, comme complément aux licences traditionnelles.

Pour que ces techniques soient pleinement exploitées sur le marché, encore faut-il qu'elles se développent avec un minimum d'ingérence. C'est aux forces du marché, et non pas aux Etats, qu'il doit appartenir de trancher entre l'administration collective ou l'administration individuelle des droits ou d'adopter une formule mixte.

Les œuvres multimédias en sont un exemple. On a suggéré ces dernières années que la difficulté qu'il y a de percevoir des droits pourrait avoir un effet dissuasif sur la création de telles œuvres. Ce qui est sous-entendu, c'est que ces droits devraient être administrés collectivement, voire assujettis à des licences obligatoires. Même en l'absence de ces dernières, toutefois, l'industrie des Etats-Unis rencontre beaucoup de succès dans le domaine de la création des œuvres multimédias. Jusqu'à présent, le marché sert donc les intérêts des créateurs et des usagers. □

---

---

## □ LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LE CONTEXTE DE L'ACCORD SUR LES ADPCI

---

*Entretien avec MM. Joseph Papovich, représentant adjoint des Etats-Unis pour le commerce extérieur chargé des services, des investissements et de la propriété intellectuelle, et Claude Burcky, directeur du service de la propriété intellectuelle du Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur*

*Les Etats-Unis poussent les pays en développement à prendre les dispositions qui leur permettront de s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (en bref, l'Accord sur les ADPIC), lequel sera pour eux juridiquement contraignant dans son intégralité à partir de janvier 2000, indiquent MM. Papovich et Burcky, du Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur (USTR). Jusqu'à présent, l'USTR n'a pas été débouté à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lorsqu'il a intenté une action contre des pays en développement déjà assujettis à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Indépendamment du fait qu'il se réclame de cet accord et qu'il cherche à en étendre la portée, l'USTR continue d'invoquer l'article spécial 301 de la loi sur le commerce extérieur.*

**Question :** Si le piratage est une entreprise rentable, pourquoi les Etats devraient-ils l'interdire et faire appliquer le droit de la propriété intellectuelle ?

**M. Papovich :** Il a été relativement bien établi qu'un Etat soucieux d'encourager l'essor des arts et des sciences sur son territoire doit se doter de solides mécanismes de protection de la propriété intellectuelle.

C'est exactement ce que Mark Twain soutenait il y a déjà un siècle pour expliquer que les Etats-Unis devaient vigoureusement protéger la propriété intellectuelle. « Un pays dépourvu d'un office des brevets et de lois efficaces en la matière, disait-il, est pareil à un crabe qui ne peut se déplacer que de côté ou à reculons. » Vers la fin des années 1800, les Américains ne se privaient pas de reproduire les ouvrages des écrivains étrangers, mais avec le recul du temps j'ai l'impression que la plupart des personnes qui s'intéressent à ces questions se rendent compte que c'était une erreur. Mark Twain et d'autres écrivains américains ont réussi à imposer le principe d'une rigoureuse protection de la propriété intellectuelle aux Etats-Unis. Les écrivains et les inventeurs américains de notre époque ont pris la relève.

**Q :** Que pensez-vous de l'argument selon lequel la protection de la propriété intellectuelle contribue à attirer les investissements étrangers ?

**M. Papovich :** S'il y a une chose que les pays en développement réclament constamment, c'est le transfert des techniques. Dans leur esprit, le développement passe par cette formule ; ils ont besoin que l'on mette à leur disposition les inventions les plus modernes issues des pays industriels. Nous leur répondons que, pour que cela se produise, les inventeurs de ces techniques doivent avoir l'assurance de bénéficier du même degré de protection de la propriété intellectuelle que dans les pays industriels.

Nous connaissons de nombreux cas d'entreprises américaines qui s'abstiennent de mettre leurs inventions sur le marché dans les pays en développement, parce qu'elles ne veulent pas les voir reproduites de façon déloyale. Elles préfèrent exporter de vieilles techniques, qui ne sont plus brevetées. Voilà donc ce que nous avons à dire aux pays en développement : protégez vigoureusement la propriété intellectuelle, et vous aurez accès aux techniques les plus récentes.

**Q :** Comment les Etats-Unis sont-ils venus à promouvoir la propriété intellectuelle à l'étranger ? Que peut-on dire des résultats qu'ils ont obtenus ?

**M. Papovich :** Dans les années quatre-vingt, les Etats-Unis ont commencé à se trouver en situation de déficit commercial chronique, ce qui a incité le gouvernement à examiner la question de très près. L'une des conclusions auxquelles il est arrivé, c'est qu'il fallait mettre en valeur l'exportation de produits pour lesquels les Etats-Unis détenaient un avantage comparatif. Or, s'il y a un domaine où les Etats-Unis détiennent un avantage comparatif important, c'est bien celui de la propriété intellectuelle, des créations de l'esprit. Les pouvoirs publics ont été bien obligés de se rendre à l'évidence : beaucoup de produits américains qui auraient pu être exportés ne l'étaient pas, parce qu'ils faisaient déjà l'objet

de reproductions illicites et de contrefaçons à l'étranger.

En 1988, le gouvernement Bush et le Congrès ont donc décidé de s'attaquer, sur deux plans, au problème du piratage et de la contrefaçon de produits américains. D'une part, ils ont créé un programme spécial, en vertu de l'article spécial 301 de la loi sur le commerce extérieur, qui sert de cadre à l'examen annuel de la situation en matière de protection de la propriété intellectuelle à l'étranger en vue d'identifier les pays réfractaires. D'autre part, ils se sont employés à rechercher la conclusion d'un accord international relatif à la propriété intellectuelle qui soit juridiquement contraignant et dont les dispositions concernant son exécution s'inséreraient dans les négociations commerciales du Cycle d'Uruguay qui venaient alors de s'ouvrir sous l'égide du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ils sont arrivés au bout de leurs peines en 1994 au moment de la conclusion de ce cycle de négociations commerciales multilatérales, qui fut notamment ponctuée par l'accord de l'OMC sur les ADPIC.

Nous continuons d'appliquer sans relâche l'article spécial 301. Claude a dirigé l'examen annuel qui vient juste de prendre fin et dont les résultats ont été rendus publics le 1er mai. En même temps, nous mettons tout notre poids dans la balance pour que l'Accord sur les ADPIC soit intégralement appliqué. A cet égard, il est décevant que les pays en développement aient obtenu un délai de cinq ans pour se conformer à la plupart des obligations de l'accord. Ce délai expirera au 1er janvier 2000. Nous poussons à la roue pour que les pays en développement prennent les mesures nécessaires afin de s'acquitter de leurs obligations à partir de cette date.

**Q:** Les moyens par lesquels vous prenez des décisions dans le cadre de l'article spécial 301 me paraissent pour le moins mystérieux. Cette année, par exemple, l'USTR a annoncé la mise en route d'une procédure de règlement des différends de l'OMC concernant la Grèce et il a identifié le Paraguay comme étant un pays étranger devant faire l'objet d'une surveillance à caractère prioritaire. La Russie, elle, n'a pas été logée à la même enseigne, alors que d'après le rapport que vous avez établi le piratage y est monnaie courante. Comment arrivez-vous à ce genre de décisions, et les considérations de politique étrangère entrent-elles en ligne de compte?

**M. Burcky:** La première chose à faire, c'est d'examiner le droit de la propriété intellectuelle, de voir si des lois adéquates et efficaces ont été adoptées et jusqu'à quel

point elles sont appliquées. La Russie a considérablement progressé dans la voie de la réforme de son régime juridique, mais, comme vous le faites remarquer, l'application des lois laisse à désirer. Compte tenu des inquiétudes que nous inspire la question de l'application des lois et des lacunes qui continuent par endroits d'émailler le régime juridique, nous avons inscrit la Russie l'année dernière sur la liste des pays à surveiller en priorité. Nous continuons d'œuvrer avec la Russie à la formulation et à l'application des lois. Nous tenons compte des améliorations enregistrées d'une année sur l'autre lorsque nous annonçons le statut des pays visés par l'article spécial 301. Au cours de l'année écoulée, la Russie a accepté d'œuvrer de concert avec nous sur la question de l'application des lois; vu les progrès réalisés, il ne semble pas justifié cette année de prendre des mesures particulières en vertu de l'article spécial 301.

Le Paraguay, en revanche, ne fournit pas de protection adéquate et efficace en ce qui concerne le droit d'auteur, les brevets ou les marques. L'application des lois y est nulle. De surcroît, le Paraguay est une plaque tournante de la réexpédition, dans le reste de l'Amérique latine, de marchandises pirates et contrefaites en provenance d'Asie. Comme cela fait des années que le Paraguay ne s'améliore pas sur ce point, nous l'avons assujéti à une surveillance de plus en plus rigoureuse d'une année sur l'autre pour arriver en fin de compte à l'inscrire sur la liste des pays à surveiller en priorité.

Nous prenons donc nos décisions en fonction du régime en vigueur tel que nous nous le représentons et des progrès éventuellement réalisés quant au règlement des problèmes que nous avons identifiés.

**Q:** Est-ce que vous tenez compte aussi du degré auquel le piratage affecte les entreprises des Etats-Unis?

**M. Burcky:** Les données que l'industrie nous soumet tous les ans indiquent le montant estimé des pertes essuyées par les divers secteurs, et il ne fait aucun doute que nous y attachons une priorité d'autant plus grande que les pertes sont élevées.

**Q:** La Chine est-elle le pays où le taux de piratage nuit le plus aux entreprises américaines?

**M. Papovich:** Je pense que oui.

**M. Burcky:** Oui, et la Russie la talonne.

**M. Papovich :** Le Mexique figure aussi dans le peloton de tête. Qu'est-ce qu'il y a autrement comme pays particulièrement réfractaires?

**M. Burcky :** La Bulgarie, jusqu'à une date récente.

**M. Papovich :** Cela peut paraître étrange. Les gens se demandent comment un petit pays comme la Bulgarie ou le Paraguay peut être une source d'irritation constante pour l'industrie de la propriété intellectuelle. Après tout, à un petit pays correspond un marché modeste. Ce qui se passe, c'est que le pays exporte dans toute sa région, dans toute l'Europe de l'Est dans le cas de la Bulgarie et dans toute l'Amérique latine dans celui du Paraguay.

**Q :** Sur le plan de l'application des lois, en quoi les autres pays diffèrent-ils des Etats-Unis? Prenons le cas des marchands ambulants qui vendent des T-shirts au coin des rues en violation flagrante du droit d'auteur, et cela fait des années que cela dure.

**M. Papovich :** Le piratage et la contrefaçon sont inévitables, jusqu'à un certain point. Dans la plupart des cas, nous demandons aux autres pays de prendre modèle sur nous, c'est-à-dire de promulguer des lois qui interdisent les activités de cette nature et de se doter d'un appareil judiciaire efficace pour punir les auteurs de ces délits. Il est impossible de réprimer tous les cas qui se présentent, mais il faut au moins mettre en place un mécanisme d'application des lois.

L'exemple que vous venez de donner à propos des marchands ambulants peut s'étendre à la vente de copies pirates de vidéocassettes. Il fut un temps où cela se faisait ici même à Washington, mais cette époque est révolue. Lorsqu'elle s'est rendu compte de ce manège, l'association cinématographique « Motion Picture Association of America » a en effet persuadé les forces locales de police d'effectuer des descentes non pas tant contre les marchands détaillants que contre l'installation de fabrication et de distribution, qui était située au Maryland. Apparemment, les détenteurs des marques reproduites sur les T-shirts ne se sont pas mis en tête de poursuivre les camelots, et ces derniers continuent de colporter leurs marchandises. Ce qui compte, c'est que les détenteurs des marques aient accès à un mécanisme de réparation du préjudice subi; libre à eux de le faire jouer ou non. La procédure est en place aux Etats Unis. Dans d'autres pays, ce n'est pas aussi facile.

**Q :** Les problèmes qui se présentent dans les pays en

développement tiennent-ils davantage de l'absence de lois pertinentes ou du défaut d'application des lois en vigueur?

**M. Papovich :** Le fait d'obtenir d'un pays qu'il promulgue une loi en la matière est relativement simple. Faire appliquer la loi, en revanche, est une affaire nettement plus complexe. Dans beaucoup de pays en développement, le système d'application des lois, l'appareil judiciaire et le système de justice civile et pénale sont beaucoup moins développés que dans les pays industriels. Les policiers et les juges peuvent être corrompus. A supposer même que tous soient honnêtes, souvent ils ne sont pas assez nombreux, d'où la difficulté d'effectuer des descentes de police et de juger rapidement les affaires portées devant la justice. Ce n'est pas que les pays fassent preuve de mauvaise volonté lorsqu'il s'agit de protéger la propriété intellectuelle. La vérité, c'est qu'ils n'ont pas l'infrastructure en place pour faire bouger les rouages de la justice aussi rapidement que dans la plupart des pays industriels.

**Q :** Jusqu'à présent, l'Accord sur les ADPIC a-t-il produit de bons résultats?

**M. Papovich :** Pour le moment, il ne faut pas se plaindre, mais comme je le disais précédemment, les pays qui comptent le plus pour notre industrie de la propriété intellectuelle ne seront pas assujettis à l'intégralité de ses dispositions avant le 1er janvier 2000. L'Accord sur les ADPIC exerce tous ses effets depuis le 1er janvier 1996 dans les pays industriels. La plupart d'entre eux possèdent déjà des lois que l'on peut qualifier d'adéquates. Ce sont les pays en développement qui nous inquiètent davantage. Reste à voir ce que l'avenir nous réserve, mais il faut bien dire que nous avons fait jouer l'Accord sur les ADPIC dans toute sa rigueur même contre les pays industriels qui ne s'acquittent pas de leurs obligations; il me semble qu'il y a eu une dizaine de cas.

**M. Burcky :** C'est bien cela, dix maintenant avec la Grèce.

**Q :** Quel est le bilan des plaintes en rapport avec l'Accord sur les ADPIC que les Etats-Unis ont déposées auprès de l'OMC? Combien d'affaires ont-elles réglées? Combien d'affaires restent en suspens?

**M. Papovich :** La plupart des affaires ont été réglées à l'amiable, si je puis dire. La première plainte que nous avons déposée visait le Japon et concernait des enregistrements sonores; l'affaire a été réglée avant même le stade de la procédure contentieuse. Il en a été de même

pour la plainte suivante, que nous avons portée contre le Portugal parce que certaines dispositions de sa législation relative aux brevets n'étaient pas conformes à l'Accord sur les ADPIC. Quand je dis que l'affaire a été réglée, cela signifie que le pays a modifié ses lois ou ses pratiques de façon à les harmoniser avec l'Accord sur les ADPIC.

Jusqu'à présent, la seule affaire qui ait été portée devant un groupe spécial concerne l'Inde. L'Accord sur les ADPIC prévoit une phase de transition de dix ans pour mettre en place la procédure de délivrance de brevets concernant les produits pharmaceutiques. Une disposition stipule cependant que les pays désireux de bénéficier de ce délai doivent dès maintenant permettre le dépôt des demandes de brevets pour préserver le caractère novateur des produits créés et ils sont tenus de mettre en place ce qu'on appelle une «boîte aux lettres». Or, ni le Pakistan ni l'Inde ne se conformaient à cette obligation. Nous avons donc porté plainte simultanément contre ces deux États.

En l'espace de quelques mois, le Pakistan a reconnu que nous avons raison et il a pris les mesures législatives nécessaires à la création d'une boîte aux lettres. Nous avons donc retiré notre plainte. L'Inde, en revanche, nous a tenu tête. Nous avons alors soumis le problème à un groupe spécial et suivi la procédure jusqu'au bout. On nous a donné raison. L'Inde a fait appel, ce qui est dans son droit. L'organe d'appel a confirmé la décision qui avait été rendue par le groupe spécial. L'Inde est donc tenue maintenant de prendre les dispositions voulues pour s'acquitter de ses obligations. C'est ce qu'elle fait en ce moment.

Jusqu'à présent, on ne nous a pas donné tort une seule fois. Un petit nombre d'affaires restent encore à régler.

**Q:** Les problèmes auxquels nous nous heurtons en Europe et au Japon en matière de droits de propriété intellectuelle sont-ils de même nature que ceux que nous rencontrons au Paraguay et en Inde?

**M. Papovich:** Certains pays en développement n'ont aucune loi portant sur la protection de la propriété intellectuelle, qu'il s'agisse des brevets ou des marques, ni même à un stade très rudimentaire. Dans les pays industriels, les lois ne sont pas en général rudimentaires, de sorte que les problèmes éventuels que nous rencontrons relèvent soit d'une interprétation très étroite de leurs dispositions, soit d'un défaut d'application.

Prenons le cas de la Suède et du Danemark, par exemple. Notre industrie des logiciels a besoin de pouvoir effectuer des perquisitions sans préavis dans les sociétés qui utilisent des copies de logiciels sans en avoir obtenu le droit. Le Danemark et la Suède considèrent que le droit de perquisitionner sans préavis s'applique exclusivement aux affaires pénales, et non civiles. L'industrie américaine préfère intenter une action au civil, parce qu'il est difficile de persuader le ministère public de traiter le piratage des logiciels sur un pied d'égalité avec le meurtre, le vol, etc. Mais comment voulez-vous que l'industrie prouve l'usage frauduleux des logiciels si elle n'a pas le droit d'effectuer des perquisitions sans préavis? Voilà le cœur du litige qui nous oppose à la Suède et au Danemark. Le problème est beaucoup plus épineux que s'il s'agissait de l'absence pure et simple de lois sur le droit d'auteur. Dans le cas de la Grèce et de l'Italie, les problèmes liés à l'application des lois revêtent un caractère plus général.

**Q:** A l'avenir, sur quoi porteront les négociations? Quelles sortes d'accords les États-Unis souhaitent-ils conclure dans le domaine de la propriété intellectuelle?

**M. Papovich:** Dans le cadre multilatéral, plusieurs questions sont en jeu. Il s'agit notamment de savoir s'il convient ou non d'incorporer à l'Accord sur les ADPIC la décision de protéger les transmissions électroniques au titre du droit d'auteur, comme l'a décidé récemment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Une autre question qui se pose concerne les moyens de mieux protéger les produits issus de la biotechnologie en fonction des dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Un de mes prédécesseurs disait que cet accord assure la protection de la propriété intellectuelle telle qu'on la concevait en 1990. Cette année-là, personne n'envoyait de messages électroniques, de documents ou de logiciels au moyen de l'Internet. C'est pourtant ce qui se passe maintenant. Si l'on veut que l'Accord sur les ADPIC soit un outil très perfectionné, il faut bien réfléchir aux moyens d'y intégrer les nouveautés qui se produisent dans le monde. □

---

*Propos recueillis par Bruce Odessey, journaliste de l'USIA.*

### □ QUATRE SPECIALISTES EXAMINENT LE RÔLE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL

---

*Quelles difficultés la mondialisation de l'économie pose-t-elle à notre époque pour la défense de la propriété intellectuelle? A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, dans quelle mesure l'équation se modifie-t-elle pour les pays en développement et les pays en transition? Quelles sont les répercussions de l'ère numérique sur les méthodes traditionnelles de protection de la propriété intellectuelle?*

*En avril, l'Agence d'information des Etats-Unis a invité un groupe de spécialistes à débattre ensemble ces questions et d'autres questions connexes. Nous donnons ci-après une version abrégée des propos qu'ils ont tenus. Les vues exprimées reflètent strictement celles de leurs auteurs.*

*Les personnalités invitées étaient les suivantes:*

• **M. Eric Smith**, président de l'« International Intellectual Property Alliance » (IIPA), sise à Washington. Créée en 1984, l'IIPA est une coalition qui a pour mission de représenter les entreprises américaines dont les produits sont protégés par le droit d'auteur (films, vidéos, enregistrements sonores, musique, logiciels, livres et revues) dans les efforts déployés à l'échelon international en vue de renforcer cette protection. M. Smith est l'auteur de nombreux articles sur le droit d'auteur et les communications et il a fait de nombreuses conférences sur tout un éventail de sujets allant de la protection internationale du droit d'auteur à la radiodiffusion et aux nouvelles techniques.

• **Mme Deborah Hurley**, directrice du projet HIPP relatif à l'infrastructure de l'information, à Cambridge (Massachusetts). Etabli en 1989 sous l'égide de l'école d'administration John Kennedy, qui relève de l'université Harvard, ce projet offre un forum interdisciplinaire impartial capable de servir de cadre à la discussion de toute une gamme de questions qui se posent aux pouvoirs publics dans le domaine du développement de l'infrastructure de l'information, de son exploitation et de son essor. Mme Hurley est co-auteur d'un livre qui paraîtra prochainement aux éditions du MIT sous le titre anglais « *Internet Publishing and Beyond: The Economics of Digital Information and Intellectual Property* ».

• **M. Robert Sherwood**, conseiller en matière d'affaires commerciales internationales à Alexandria (Virginie). M. Sherwood est spécialiste du droit de la propriété intellectuelle dans les pays en développement et dans les pays en transition. Il a fait de la propriété intellectuelle le thème de nombreuses conférences et de nombreux écrits.

• **M. Peter Fowler**, conseiller juridique du service des affaires législatives et internationales du Bureau national des brevets et des marques des Etats-Unis. M. Fowler se spécialise dans le droit international de la propriété intellectuelle. C'est lui qui dirigeait la discussion.)

---

**Q:** *En quoi l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) a-t-il modifié ces dernières années la dynamique de la protection de la propriété intellectuelle? Les enjeux sont-ils plus importants qu'avant? Les pays dans lesquels cette protection est médiocre perdent-ils du terrain dans le domaine des investissements et de l'accès à la technologie?*

**M. Sherwood:** L'Accord sur les ADPIC me paraît être une chose merveilleuse, et je me félicite du lien qui a été établi entre la propriété intellectuelle et le commerce. D'une certaine façon, cet accord n'est pas une nouveauté puisqu'il remonte déjà à cinq ans. Mais d'une autre, il reste dans la ligne de mire de la plupart des Etats du monde, parce qu'un grand nombre de pays en développement ont jusqu'au début du prochain siècle pour s'y conformer. Certains d'entre eux me donnent l'impression de s'être un peu endormis au volant; ils ne se rendent pas bien compte de ce qu'ils doivent faire ni des répercussions que cet accord aura pour eux. Quoi qu'il en soit, l'établissement d'un lien entre la propriété intellectuelle et le commerce a produit des résultats intéressants. Voilà qui a fait de la propriété intellectuelle à la fois une source de litige commercial et un instrument de nature à faciliter les échanges. A l'origine, la protection de la propriété intellectuelle visait à stimuler la création. De nos jours, cela sous-entend la nécessité d'encourager les gens à investir, à prendre des risques en soutenant de

nouvelles idées, de nouvelles entreprises, de nouvelles formes d'expression. Pourtant, dans beaucoup de pays où je me suis rendu, on a l'impression que l'Accord sur les ADPIC est une fin en soi, le nec plus ultra. Cette attitude me contrarie beaucoup, parce qu'il me semble que cet accord se situe à peu près à mi-chemin des efforts qu'il faut consentir pour mobiliser les pays en développement et les pays en transition. Je crains que ces pays ne croient, à tort, que les normes stipulées dans l'accord leur conféreront tous les avantages possibles.

**Mme Hurley:** L'Accord sur les ADPIC est censé constituer un seuil. Au fil du temps, d'aucuns ont oublié qu'il se proposait de fixer des normes minimales et non pas d'être une fin en soi. Je crois qu'il ne faut jamais perdre une occasion de le répéter. Rares sont les Etats et les hauts fonctionnaires prêts à dire que les lois relatives à la propriété intellectuelle sont inutiles. La plupart d'entre eux, au contraire, n'hésiteraient pas à en vanter les mérites; c'est souvent une question d'objectifs de développement, de capacité d'adaptation et d'absorption d'un ensemble de règlements à un moment donné.

Nous vivons à une époque incroyablement asymétrique. Nous parlons des valeurs des pays industriels qui sont dirigées vers les pays en développement, mais il se dégage de tout cet ensemble de phénomènes asymétriques un autre type de courant. En 1992, en collaboration avec l'Institut Max Planck, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a organisé une conférence sur le thème de la protection de la propriété intellectuelle en Europe orientale, à une époque où les pays de la région étaient en train d'adopter toutes sortes de lois. Celles qui avaient trait à la biotechnologie étaient nettement plus proches des lois américaines et japonaises que des lois d'Europe occidentale. Pour ce qui est d'encourager les entreprises de biotechnologie à investir et à créer des établissements, les Etats d'Europe orientale étaient donc nettement plus accueillants que ceux d'Europe occidentale. C'était intéressant, parce qu'un grand nombre de juristes spécialisés dans le droit de la propriété intellectuelle voulaient faire passer ce message aussi clairement que possible à leurs responsables nationaux ainsi qu'à l'Office européen des brevets et au Parlement européen.

Les pays qui rallient progressivement le camp de la protection de la propriété intellectuelle cherchent parmi les modèles et les pratiques suivis dans le monde ceux qui leur paraissent optimaux. Ce faisant, il n'est pas exclu qu'ils incitent même les pays industriels à modifier le

degré de protection qu'ils confèrent et les moyens auxquels ils ont recours pour protéger certaines catégories d'inventions et d'œuvres.

**M. Fowler:** La croissance et l'essor de l'Internet contraignent les pays à envisager à l'échelon mondial l'harmonisation des lois relatives au droit d'auteur, et probablement aussi celles sur les marques. Lors de la conférence diplomatique de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) qui s'est tenue en 1996, j'ai été frappé par le fait que les quelque cent soixante pays représentés ressentaient tous la nécessité de conclure un ensemble de traités internationaux pour assurer la protection du droit d'auteur et des enregistrements sonores dans un environnement numérique. C'était en quelque sorte l'hypothèse de base sur laquelle tout le monde s'entendait, et il s'agissait ensuite d'examiner les points de détail. Je ne pense pas que cela se serait produit il y a dix ou quinze ans. Il y aurait eu un vif désaccord.

*Q: Le piratage continue-t-il de progresser? Quelle est la gravité du problème? Pourquoi les pays en développement devraient-ils s'en inquiéter?*

**M. Smith:** Nous avons effectué quelques études et tenté de classer les diverses parties du monde en fonction de la gravité du piratage. La zone la pire au monde, où le taux de piratage atteint entre 75 et 80% de tous les produits théoriquement protégés par le droit d'auteur, est celle qui regroupe l'Europe orientale, la Communauté des Etats indépendants et la Russie. Les appareils judiciaires sont loin d'y bien fonctionner, la primauté du droit et les poursuites judiciaires au pénal n'y sont pas encore profondément ancrées dans la tradition, en dehors des mécanismes politiques, et c'est ce qui explique que cette zone figure en tête de liste en matière de piratage. Parallèlement, l'économie de ces pays vont se trouve aussi parmi les plus faibles. Si nous pouvions engager une action mondiale visant à renforcer l'efficacité de l'appareil judiciaire dans tous les Etats, nous pourrions voir ces pays enregistrer des résultats économiques comme ils n'en ont encore jamais obtenu.

**Mme Hurley:** La principale conclusion qui ressort de la conférence de l'OCDE sur l'Europe orientale dont je parlais tout à l'heure est la nécessité de se doter de mécanismes d'application des lois nettement plus rigoureux. Ici encore, il s'agit d'un domaine complexe. Aux Etats-Unis, nous avons dû créer une cour d'appel qui traite spécialement de ces questions. Nous devrions faire

un effort pour mieux partager nos connaissances avec les représentants de l'appareil judiciaire des autres pays; cela aurait un effet extrêmement bénéfique, et l'on n'aurait même pas besoin de promulguer de nouvelles lois ou de conclure de nouveaux accords internationaux.

**M. Fowler:** Ce n'est pas surprenant, parce que ces questions revêtent une très grande complexité, et dans certains pays les spécialistes formés dans ces domaines ne courent pas les rues. D'un point de vue économique, peut-être les petits pays auraient-ils intérêt à limiter le nombre de leurs ingénieurs hautement qualifiés qui désirent devenir agents de brevets. Leurs compétences seraient plus utiles dans le secteur privé et dans la recherche, où ils seraient plus productifs. Un certain nombre de pays, par exemple, tels la Thaïlande, les Philippines et Panama, ont commencé à confier la répression des délits dans le domaine de la propriété intellectuelle à des tribunaux et à des procureurs spécialisés. Ils se rendent compte que, dans bien des cas, leur appareil judiciaire n'est pas à la hauteur de la tâche et qu'ils doivent trouver le moyen de mieux former les juges et les représentants du ministère public, de systématiser l'application des lois et d'éviter les reports. Ce sera peut-être le fil directeur qui guidera l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis, de même que d'autres organismes publics, tout au long de la prochaine décennie et même au-delà: l'application des lois, l'adaptation des organes judiciaires, la formation des représentants du ministère public et, dans bien des cas, celles des avocats inscrits au barreau. Ce sont des points d'une importance fondamentale.

**M. Sherwood:** L'idée que tous les pays en développement doivent procéder à l'examen technique des brevets me paraît absurde. On s'aperçoit de plus en plus à quel point les examens techniques se répètent inutilement. Le Traité de coopération en matière de brevets (PCT), qui permet au déposant de faire une seule demande de protection d'un brevet dont les effets s'exerceront dans un grand nombre de pays, représente une évolution dans la voie d'une approche unifiée. Cette façon de procéder a l'avantage de réduire les coûts de l'administration des brevets dans beaucoup de pays en développement, dans la mesure où ceux-ci pourraient automatiquement délivrer un brevet, sous réserve de certaines conditions, si l'un des centres d'examen des brevets désignés par le PCT considère l'invention brevetable. C'est la constitution d'un groupe d'agents de brevets qui absorbe la plus grosse part du budget de l'administration de la propriété intellectuelle. Quand on considère que les demandes de

brevets se répartissent en quelque deux cents domaines techniques, d'après le système de classification internationale, cela donne à penser que chaque pays devrait avoir au moins deux cents agents de brevets pour procéder aux examens voulus. C'est tout simplement impossible dans beaucoup de pays. Il est tellement plus logique de s'appuyer sur le système international qui est précisément en train de se constituer à cette fin.

Le nombre des inventions faites dans le monde entier est probablement plus élevé qu'on ne le croit. Moi qui ai visité un bon nombre d'universités d'Amérique latine, je suis persuadé que d'importantes inventions susceptibles d'application industrielle ont vu le jour dans ces établissements. Parce que leurs auteurs ne pensent pas à les faire breveter, ou parce qu'ils sont conscients des coûts que cela entraînerait, bien des inventions ne dépassent pas le cadre de la communication; les bibliothèques universitaires gagnent des manuscrits intéressants, mais leur valeur commerciale reste inexploitée.

**M. Smith:** Dans les pays en développement, les personnes théoriquement en droit de revendiquer la protection de la propriété intellectuelle sont tellement lésées dans ce domaine qu'elles ont tendance à rester dans l'ombre. Elles n'ont pas l'habitude de plaider leur cause devant les pouvoirs publics ni de se mobiliser sur le plan politique et elles n'ont pas les moyens financiers non plus de s'organiser. En règle générale, c'est l'industrie des Etats-Unis qui proteste à cor et à cri contre les pertes qu'elle subit à cause du piratage. Cela dit, l'industrie mexicaine du disque, par exemple, qui se heurte à un taux de piratage de 60 %, commence maintenant à se manifester au plan national parce que ses membres perdent à eux tous plus d'argent que leurs collègues américains installés au Mexique. Souvent, l'industrie américaine fait des pieds et des mains pour faire valoir son point de vue, mais nous ferions mieux de consacrer plus de temps à aider les inventeurs des autres pays parce que ce sont eux qui peuvent faire évoluer la situation. Je ne connais pas un pays qui ait adopté une bonne loi exclusivement en réponse aux pressions des Etats Unis. C'est un cheminement intérieur qui doit se produire; le pays prendra les mesures qui s'imposent lorsque l'industrie nationale poussera à la roue. L'exemple de l'Indonésie et de son industrie de la musique est particulièrement frappant. Ce sont des ressortissants indonésiens qui sont à l'origine de la loi relative au droit d'auteur qui a été adoptée, et non pas l'industrie américaine ni les pressions du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur.

**Q:** *Quels avantages les pays en développement peuvent-ils retirer de la protection de la propriété intellectuelle? Quelles stratégies peuvent-ils adopter?*

**M. Smith:** La meilleure façon de répondre à ces questions, c'est de voir ce qui s'est passé dans les pays qui ont obtenu de bons résultats. J'aimerais en citer deux ou trois, encore qu'il en existe actuellement une cinquantaine, et montrer ce qui s'est passé depuis le milieu des années quatre-vingt lorsqu'ils ont décidé de se mettre à protéger la propriété intellectuelle. Prenons le cas de Singapour, qui n'avait au départ ni artistes ni éditeurs de disques. Cent quatre-vingts millions d'unités d'enregistrements sonores étaient pourtant exportées à l'étranger, par piratage. Le taux de piratage était pour ainsi dire de 100 %; Singapour n'avait pas de loi en la matière, et les œuvres étrangères soumises au droit d'auteur n'y étaient pas protégées. Toutefois, quand le pays a promulgué une loi dans ce domaine et qu'il a veillé à ce qu'elle soit appliquée, les artistes nationaux ont commencé à exporter leurs talents. Le nombre de studios d'enregistrement a quadruplé. Tout cela était impossible en l'absence de législation.

L'Indonésie, où la musique tient une place considérable, est un autre exemple qui mérite d'être signalé. Aujourd'hui, le taux de piratage y est de 30 %, ce qui est encore trop élevé, mais quand on pense qu'il y était avant de 100 %, personne ne pouvait gagner sa vie en faisant des enregistrements sonores ou en vendant de la musique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Enfin, j'aimerais citer le cas du secteur coréen de l'édition. Là aussi, la protection de la propriété intellectuelle était inexistante encore jusqu'en 1985. La Corée comptait deux mille éditeurs, âprement opposés à l'adoption de toute loi sur le droit d'auteur. Leur façon d'opérer consistait à pirater les ouvrages éducatifs, médicaux et de référence publiés à l'étranger, et qui étaient utilisés presque exclusivement en Corée. Plus vite ils réussissaient à vendre sur le marché un livre pirate, plus ils gagnaient de l'argent. Ceux qui étaient pris de vitesse avaient une marge bénéficiaire nulle. Aujourd'hui, le secteur coréen de l'édition est très prospère et se compose d'éditeurs dignes de ce nom. Ceux-ci font venir des auteurs, éditent des ouvrages, les font connaître et les diffusent; de 95 % en 1985, le piratage des livres est tombé à environ 20 % maintenant.

Ces exemples n'ont rien d'extraordinaire; le même phénomène s'observe à travers le monde. Quand la

protection de la propriété intellectuelle fait défaut, l'industrie nationale de l'édition ne peut pas se maintenir parce que les auteurs ne recueillent pas les fruits de leurs œuvres, et l'industrie nationale de la musique ne peut pas se développer non plus. Tous les pays du monde ont leur part de créateurs de logiciels, des génies même, que ce soit en Russie, en Chine, en Inde ou ailleurs. C'est dans ces pays-là que l'on va commencer à pirater les logiciels, et les ingénieurs qui les auront créés ne peuvent pas gagner leur vie s'il n'y a pas de loi de la propriété intellectuelle qui leur garantisse une bonne protection. Cela fait quinze ans que je suis du métier, et je puis affirmer qu'avec la protection de la propriété intellectuelle le taux de piratage diminue en même temps que les revenus et la créativité progressent.

**M. Sherwood:** Cela me rappelle une anecdote au sujet d'un grand cinéaste équatorien qui a réalisé deux films très bien reçus. Ils ont été piratés dès leur sortie, et tous les magasins de vidéos du pays en vendaient une copie. Le cinéaste a tenus ces propos laconiques devant de hauts responsables équatoriens: « Steven Spielberg et Walt Disney n'ont pas besoin que l'Equateur protège le droit d'auteur. Moi, si, et l'absence de protection me nuit considérablement. ».

Lorsque les esprits créateurs du pays ne peuvent pas compter sur le droit de la propriété intellectuelle, et que dès lors ils ne sont pas en mesure de produire et de disséminer leurs créations artistiques, c'est tout le pays qui perd quelque chose de très important. Ce sont eux en effet qui sont les premiers à absorber ce qu'il y a de nouveau au monde et à réinterpréter ces nouveautés à travers le prisme de leur culture. Les pays dont la culture est gelée dans le temps ont tendance à réagir face aux événements sans les maîtriser. On n'a pas le sentiment qu'ils évaluent les nouveautés qu'ils embrassent, ce qui permettrait pourtant à l'ensemble de la communauté d'aller de l'avant. Dans les pays où les artistes nationaux sont épaulés, où la sensibilité artistique est libre d'évoluer parce que l'on a dépassé le cadre des réactions systématiques, on est beaucoup plus ouvert aux nouveautés. C'est une qualité d'importance cruciale à notre époque, face aux mutations considérables qui se produisent, tel l'Internet.

Si l'on n'est pas convaincu que la propriété intellectuelle est une bonne chose pour le pays, le système ne produira pas les effets escomptés. Si, cédant aux pressions, un pays consent du bout des lèvres à mettre de l'ordre dans son droit de la propriété intellectuelle, les zones de flou de

toutes sortes qu'il contiendra en réduiront la valeur dans la mesure où il sera appliqué par des gens non convaincus de son utilité. C'est dire à quel point il est important d'encourager à l'échelon national la demande de renforcement de la protection de la propriété intellectuelle.

La propriété intellectuelle n'est pas une invention de l'Office du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, contrairement à ce que beaucoup pourraient croire. En réalité, c'est un concept qui remonte à très loin dans l'histoire. Les villages se rendirent compte très tôt que toute la collectivité gagnerait à encourager les gens brillants, les esprits inventifs. Ce qu'ils produisaient profitait en effet à la communauté tout entière. Les premières marques de fabrique remontent à l'époque où les potiers se sont mis à fabriquer des cruches qui retenaient l'eau mieux que d'autres récipients. Le droit d'auteur puise ses origines à l'époque de l'imprimerie. Les premiers brevets furent délivrés dans les Etats de l'Italie du Nord parallèlement à l'expansion des échanges commerciaux avec l'Orient et à l'épanouissement de l'esprit d'invention. Le fil directeur de tout cela, c'est que la collectivité avait intérêt à protéger et à encourager les créations de ses membres qui étaient brillants et inventifs. Elle comprenait à quel point il lui était précieux de maîtriser la ressource naturelle à sa disposition.

*Q: Quelles sont les répercussions des nouvelles techniques, notamment l'Internet, sur le droit d'auteur et les marques? En quoi la croissance économique changera-t-elle la donne en matière de propriété intellectuelle? Qui seront les gagnants et les perdants?*

**Mme Hurley:** Deux tendances très nettes se distinguent actuellement sur le terrain de la propriété intellectuelle, et il faut bien dire qu'elles sont à la fois curieuses et divergentes. Dans le domaine du respect de la vie privée et de la protection des données, on observe une tendance indiscutable à traiter les données personnelles comme s'il s'agissait d'une marchandise, mais on en constate une autre tout aussi manifeste à vouloir les intégrer aux droits de l'homme. Le dossier des droits de l'homme prend de l'ampleur, parce qu'on y classe de plus en plus de choses. J'ai bien peur qu'il ne finisse un jour par crouler sous le poids.

Certains arguent que la protection des données est de plus en plus assimilable à un droit de propriété, qu'il convient de la traiter comme tel et que l'individu devrait pouvoir revendiquer la valeur de cette propriété. Par exemple, lorsque des entreprises de vente par

correspondance vous demandent de fournir des renseignements personnels qu'elles utilisent ensuite à des fins commerciales, vous devriez pouvoir en retirer quelque chose et être rémunéré. L'évolution de la technologie rendra possible cette forme de micropaiement ou de courtage instantané, de sorte que vous pourrez toucher une somme modique à chaque fois que des renseignements qui vous concernent et que vous avez fournis seront utilisés aux fins d'enquête ou de collecte de données. C'est une façon d'envisager la question, en considérant la valeur des données personnelles en tant que produit commercial.

Toutefois, d'autres personnes abordent le sujet sous un angle différent. Pour elles, les données personnelles et le respect de la vie privée relèvent des droits de l'homme. Elles considèrent que cette forme de protection est couverte par les diverses conventions relatives aux droits de l'homme, qu'il s'agit d'un droit inaliénable au même titre que le droit de vote aux Etats-Unis – il n'est pas question de l'hypothéquer ni de le louer – ou que la vente d'organes dans de nombreux pays.

Il y a dix ou quinze ans, les Américains qui pensaient qu'il n'y avait pas lieu de faire jouer le droit d'auteur pour protéger les logiciels représentaient une très petite minorité. Le gouvernement des Etats-Unis, lui, soutenait le point de vue contraire, à cause des questions de reproduction qui étaient en jeu et qui s'inscrivaient nécessairement dans le droit fil des conventions internationales. Or, je le constate avec étonnement et intérêt, ceux qui formaient au départ une toute petite minorité aux Etats-Unis ont fait tellement d'adeptes ces dix dernières années que les avis sont aujourd'hui équitablement partagés entre les partisans de la conception traditionnelle de la propriété intellectuelle et ceux qui affirment, avec une pointe d'hérésie peut-être, que les notions en vigueur depuis deux cent cinquante années sont aujourd'hui dépassées à l'ère numérique, qu'elles ne s'appliquent pas à l'époque de la mondialisation de l'économie ou encore qu'elles empiètent sur les droits fondamentaux de l'individu. A mon avis, ce n'est pas un débat qui va s'éteindre de si tôt. D'autres pays se sentiront peut-être réconfortés de savoir que les milieux juridiques des Etats-Unis sont très partagés sur toutes ces questions, comme on a pu s'en rendre compte sans équivoque lors de la récente conférence diplomatique de l'OMPI. En règle générale, toutefois – et je suis peut-être trop optimiste – l'évolution semble se faire lentement dans le sens du renforcement de la protection de la propriété intellectuelle.

**M. Smith:** Je suis d'accord avec vous, mais je dirais qu'il y a quinze ans pratiquement personne dans les milieux universitaires ne pensait que la protection des logiciels devait relever du droit d'auteur. Quant à moi, je concevais la question sous l'angle traditionnel. Heureusement pour moi, le monde considère les logiciels comme une création intellectuelle que l'on doit protéger au titre du droit d'auteur; c'est en tout cas dans cette direction que s'engagent rapidement les milieux non universitaires, alors que les milieux universitaires disputent régulièrement cette conception.

**Mme Hurley:** Il s'agit peut-être là de questions de forme plus que de fond. Aux Etats-Unis, le monde du spectacle a le bras long; avec toutes les ressources à sa disposition, il peut agir très rapidement et dominer le débat. Les litanies de récriminations qu'on entend reflètent dans une grande mesure cet état de fait.

**M. Smith:** Si vous parlez de l'Internet, vous avez entièrement raison. Dans le cas des sites protégés par le droit d'auteur, la quasi-totalité des milieux d'affaires soutiennent le point de vue contraire. Cela ne fait aucun doute.

**M. Fowler:** On commence à lire dans la presse que certains enseignants, particulièrement dans l'enseignement supérieur, ont l'air maintenant de réfléchir à deux fois au principe de la liberté de la diffusion de l'information sur le réseau Internet. Après tout, ils veulent conserver la mainmise sur leurs cours, sur le matériel pédagogique qu'ils produisent. Ils n'ont pas envie que cela soit diffusé sur l'Internet. Peut-être assiste-t-on aux balbutiements d'une tendance plus traditionnelle selon laquelle les auteurs doivent avoir leur mot à dire quant à l'utilisation qui est faite de leurs œuvres, même sur l'Internet.

De même, le réseau Internet et le commerce électronique commencent à avoir des répercussions considérables sur la loi relative aux marques. A certains égards, le droit des marques se trouve entraîné bien malgré lui dans l'ère de l'Internet, et les noms de domaine ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Les sociétés multinationales ont investi des sommes considérables dans la formulation et la commercialisation de leurs marques et de leurs logos. L'Internet est assurément un outil phénoménal pour les faire connaître, mais en même temps il ouvre la porte à la contrefaçon et au piratage, comme on le voit dans le domaine du droit d'auteur. Les Etats-Unis n'ont même pas encore ratifié le Traité sur le droit des marques.

**Q:** *Les fruits du commerce électronique et de l'économie numérique seront-ils partagés entre toutes sortes de bénéficiaires?*

**M. Fowler:** Nous nous laissons obnubiler par les nouvelles techniques numériques, mais d'après les estimations 97% de la population mondiale n'auraient pas encore accès à l'Internet. Qu'est-ce que cela signifie pour le fossé déjà creusé entre les pays industriels et les pays en développement sur le plan du recours à la technologie pour promouvoir les progrès économiques? Est-ce que cet écart augmente?

**M. Smith:** Cela ne devrait pas être le cas. Au contraire, les techniques électroniques devraient contribuer à le gommer. La diffusion de livres, en particulier de livres scolaires, coûte cher dans les pays en développement. Si l'on peut transmettre les connaissances par voie électronique, on réduit automatiquement les coûts de transaction et le coût de l'information pour les étudiants. Au bout du compte, la technologie moderne laisse présager de gros avantages pour les pays en développement, mais, pour que cela se produise, encore faut-il que les pays prennent des dispositions pour protéger le matériel qui circulera par ligne téléphonique ou par ligne à fibres optiques. Sinon, le commerce électronique restera confiné aux pays industriels, et l'hypothèse que vous venez de formuler pourrait effectivement se confirmer.

**M. Sherwood:** Il existe de nombreuses indications qui donnent à penser que ce pourcentage (97% de la population mondiale) va changer. La Banque mondiale est accablée de demandes des pays qui veulent qu'on les aide à passer à l'ère de l'information. Elle fait de son mieux, mais les dimensions du problème sont considérables. Cela montre en tout cas que les dirigeants politiques d'un grand nombre de pays se rendent compte que c'est là la voie d'avenir. A mon avis, ils sont conscients des avantages qu'ils auraient à favoriser l'expansion du télé-enseignement et la diffusion de l'information à leurs populations. La facture en est assurément élevée, et il va falloir que les secteurs public et privé trouvent de nouveaux équilibres.

**Mme Hurley:** Une nouveauté importante pour les pays en développement, c'est que les obstacles à leur pénétration du marché de l'édition et de la radiodiffusion ont été considérablement réduits grâce à l'Internet. Ils peuvent accéder à ce réseau télématique et communiquer directement avec le reste du monde. La recherche de

matières novatrices et de haute qualité n'est aucunement diminué, et c'est vrai dans le monde entier, y compris dans les pays industriels. Cela répond à un besoin, et bien des pays en développement sont capables de proposer des sites qui plaisent aux marchés occidentaux, même s'ils sortent de l'ordinaire. Les recettes ont beau ne pas être comparables à celles qu'obtiennent les studios d'Hollywood, cela vaut quand même le coup de chercher à obtenir des droits de propriété et à les faire valoir.

*Q: Les normes relatives au droit d'auteur vont-elles avoir un effet bénéfique sur le commerce électronique ou vont-elles au contraire y faire obstacle? Les inquiétudes émises aux Etats-Unis à propos de l'érosion de la doctrine de l'usage loyal sont-elles justifiées?*

**Mme Hurley:** Dans les milieux universitaires, certains ont effectivement plaidé sans mâcher leurs mots en faveur de l'élargissement de l'accès à l'information. Mais vous savez, les professeurs d'université se donnent beaucoup de mal pour rédiger des articles ou écrire des livres capables d'ouvrir de nouveaux horizons et de faire école. Ils ont bien l'intention d'en retirer quelque chose. Ils ne seraient vraiment pas contents si on essayait un jour de leur couper l'herbe sous le pied. Tout dépend donc de quel côté on se place.

Certes, les usagers de l'Internet partent du principe que les informations disponibles sont ouvertes à tout le monde. Il est relativement facile de les télécharger ou de les copier, mais là encore, il ne s'agit que d'une phase. Beaucoup de gens revendiquent maintenant la part de l'information qu'ils font circuler. Les systèmes de gestion du droit d'auteur relevant des communications électroniques suscitent un vif intérêt. De nombreux projets pilotes et des prototypes ont été mis au point, tant par des groupes industriels que par la Commission européenne. Cela se fera tôt ou tard; il est naturel que les auteurs veuillent recueillir une part des fruits de leurs travaux, et cette logique s'inscrit dans le sens du droit traditionnel de la propriété intellectuelle auquel nous sommes habitués. Il faut donc s'attendre que ces systèmes de gestion du droit d'auteur servent un jour à évaluer la fréquence de l'utilisation des informations et que les auteurs parviennent à se faire rémunérer.

Une chose à laquelle les gens ne pensent pas, c'est que le public aura plus facilement accès à des œuvres protégées. Par exemple, vous n'avez peut-être pas les moyens de vous offrir un livre qui coûte vingt-cinq dollars, mais s'il est sur l'Internet où vous pouvez consulter votre chapitre préféré

pour moins de un dollar, c'est déjà une possibilité que vous n'aviez pas auparavant. On pourrait citer d'autres exemples à foison. C'est assurément une façon de faire découvrir plus de choses à plus de monde.

De nos jours, la doctrine de l'usage loyal fait l'objet de beaucoup de discussions dans les milieux universitaires des Etats-Unis. De l'avis de certains juristes américains, l'institution de systèmes de gestion du droit d'auteur pour les communications électroniques reviendrait en fait à annuler le droit d'auteur. En d'autres termes, les personnes protégées par le droit d'auteur considéreraient que tout est soumis au droit d'auteur, et elles feraient payer pour tout.

**M. Fowler:** D'autres pays s'intéressent à ce qui passe aux Etats-Unis et tentent de formuler des lignes directrices relatives à l'usage loyal en ce qui concerne le matériel pédagogique utilisé sur le réseau Internet dans un environnement numérique. Notre interprétation de cette doctrine ne va pas être restrictive; au contraire, elle aura pour effet de favoriser l'usage loyal dans les pays qui l'interprètent de façon très étroite. Je suis de très près les lois et les amendements qui sont adoptés à l'étranger, et c'est un phénomène que j'observe régulièrement. Lorsqu'un pays modifie sa législation sur le droit d'auteur pour l'harmoniser avec l'Accord sur les ADPIC, ou tout simplement pour l'actualiser, il intègre en général à sa réglementation des principes qui reflètent la doctrine américaine de l'usage loyal. Contrairement à la tendance observée actuellement aux Etats-Unis, on finit en fait par promouvoir l'usage loyal à l'étranger. Fait paradoxal, la vraie question qui se posera à terme – qu'il s'agisse des systèmes de gestion des informations protégées par le droit d'auteur, des procédés de cryptographie ou d'autres formes de protection – sera de savoir si l'usage loyal constitue un droit à l'accès aux œuvres. Je ne doute pas que certaines personnes soient prêtes à y répondre par l'affirmative, bien que traditionnellement ce point de vue soit contesté et assimilé à une forme d'empiètement sur le droit d'auteur.

**Mme Hurley:** C'est juste. Il y a effectivement des gens qui assimilent l'usage loyal au droit à l'information. Imaginez que vous êtes professeur en Louisiane et qu'en payant dix centimes seulement vous pouvez faire découvrir à vos étudiants des données recueillies sur le réseau Internet. Est-ce là un usage loyal? D'après la jurisprudence des Etats-Unis telle qu'elle existe aujourd'hui, on pourrait dire que oui, mais c'est une question qui mérite encore d'être creusée.

**M. Smith:** On se méprend profondément sur la doctrine de l'usage loyal. Si l'on trouve de nouvelles façons de mettre des ouvrages sur le marché, par exemple en vendant des extraits de livres à bas prix par rapport au prix total de l'ouvrage, la convention de Berne stipule qu'il n'y a pas d'exception au droit de reproduction si cette exception a pour effet d'interrompre l'exploitation normale de l'ouvrage. Jusqu'à l'ère numérique, il n'y avait pas moyen de se procurer des œuvres par petits morceaux puisqu'on ne pouvait pas obtenir le droit de les exploiter. Or, nous avons créé un système dans lequel les individus peuvent se faire rémunérer par à-coups.

Les bibliothécaires et les milieux pédagogiques ne sont pas du tout d'accord. Auparavant, ils pouvaient se procurer gratuitement le matériel. Mais aujourd'hui, nous avons les moyens d'accéder à des tonnes d'information, ce qui dépasse considérablement ce qui était à notre portée avant – et il faudra peut-être qu'on paie pour ça. Je ne vois pas pourquoi il serait injuste de payer pour consulter ce que quelqu'un d'autre a créé. Il me semble qu'on s'inquiète trop. Pour ma part, je m'imagine mal que les titulaires du droit d'auteur se mettront à tout encoder. Cela n'aurait pas de sens. Personne ne pourrait savoir ce qui est disponible. Le Congrès débat la question en ce moment, et il sera très intéressant de savoir ce qu'il en ressortira.

**Mme Hurley:** Il faut aussi tenir compte de la compétitivité du marché. Si je fais payer vingt-cinq centimes la page pour faire lire un de mes textes, quelqu'un d'autre va en demander dix, et ce sera aussi bien et peut-être même mieux. On va donc assister à beaucoup plus de concurrence en temps réel. La technologie va grandement faciliter tout cela.

**M. Fowler:** Cela signifie, dans ce cas, que c'est le potentiel du commerce électronique qui détermine la protection du droit d'auteur.

**Mme Hurley:** Ce n'est pas comme cela que j'envisageais la question. Je crois que les gens pensent surtout à l'aspect négatif de la mise en circulation sur l'Internet d'ouvrages protégés par le droit d'auteur. En réalité, cela comporte des aspects positifs tant pour les auteurs que pour les usagers.

**M. Smith:** N'oublions pas qu'il faudra attendre encore très longtemps avant d'avoir accès sur le réseau Internet à des ouvrages protégés par le droit d'auteur. La plupart de ces ouvrages seront réalisés sur un support matériel pendant encore des années. Il y aura certainement des

livres et des films qui s'inséreront très bien dans le contexte électronique, mais la doctrine classique de l'usage loyal continuera de jouer, comme autrefois, dans beaucoup de cas.

**Q:** *Quel aspect la notion de la propriété intellectuelle aura-t-elle dans dix ans? En quoi sera-t-elle différente d'aujourd'hui? L'équilibre délicat entre les innovateurs et le public peut-il être maintenu dans une économie mondiale et un monde interconnecté?*

**M. Sherwood:** Des pays en développement commenceront à faire entendre leur voix sur la scène politique pour exiger un plus haut degré de protection et le respect de leurs droits. Lorsque ce jour viendra, le débat politique sera de meilleure qualité et mieux équilibré. A la longue – d'ici dix à quinze ans, peut-être – un nombre croissant de personnes dans de nombreux pays se mettront à revendiquer des droits de propriété intellectuelle. C'est probablement ce qui permettra le mieux de renforcer la base technique d'un pays et de nourrir la créativité de ses habitants, qui est indiscutable.

A mon avis, ce seront les appareils judiciaires qui vont donner du fil à retordre. Environ 80 % des pays ne sont pas vraiment en mesure de faire appliquer le droit de la propriété intellectuelle. C'est un domaine particulièrement complexe et ésotérique, qui suppose un niveau de connaissances faisant ordinairement défaut aux juges, même aux Etats Unis. Qui peut prédire ce qu'il adviendra de la législation relative à la propriété intellectuelle lorsque des droits auront été instaurés mais qu'il n'y aura pas moyen de les faire valoir? Soutenir qu'il faut renforcer l'efficacité de l'appareil judiciaire au nom de la protection de la propriété intellectuelle est un argument qui passe plutôt mal dans beaucoup de pays. Comme les problèmes auxquels ils se heurtent sont multiples, il me paraît fondamental d'élargir le débat et de plaider pour l'amélioration des appareils judiciaires en général, la propriété intellectuelle n'étant qu'un maillon de la chaîne.

Avec un économiste de la Banque mondiale, j'ai étudié la question de calculer le montant des pertes que subit un pays dont l'appareil judiciaire fonctionne mal. Au Brésil, un groupe de réflexion a mis au point une méthode qui permet de mesurer les répercussions d'un tel état de fait sur les résultats économiques du pays. La conclusion à laquelle il vient d'aboutir, après avoir récemment terminé ses travaux, c'est que l'évolution de la croissance se trouve ralentie par un facteur d'environ 20 % qui est directement

lié au mauvais fonctionnement de l'appareil judiciaire. Le Pérou applique maintenant la même méthode, et on ne peut qu'espérer que d'autres pays suivront l'exemple parce que nous aurons alors une idée de l'ampleur des pertes économiques subies par les pays dont l'appareil judiciaire est médiocre. Traditionnellement envisagé sous l'angle moral, le sujet de la réforme de l'appareil judiciaire se trouve ainsi attaqué dans une perspective économique. On aborde donc la question de l'importance du bon fonctionnement de l'appareil judiciaire avec une tournure d'esprit toute nouvelle. Dans ce cadre général, on commence à s'apercevoir qu'il est possible de déterminer les éléments de ce mauvais fonctionnement les plus susceptibles d'entraver la performance économique. Dans le cas du Brésil, il a été constaté que les pertes économiques sont principalement imputables aux retards excessifs qui émaillent la procédure judiciaire.

Si l'on parvient à généraliser cette façon d'envisager la question, il ressortira que la réforme de l'appareil judiciaire touche directement le portefeuille. Dans les pays – et ils sont nombreux – où les élites tirent parti de la faiblesse de l'appareil judiciaire, celles-ci finiront par comprendre que le mauvais fonctionnement des institutions leur coûte de l'argent, et la nécessité de porter remède à la situation commencera peut être à faire l'objet d'un consensus plus large. C'est non seulement la propriété intellectuelle qui y gagnerait, mais aussi les investissements et la discipline au sein des administrations. Le pouvoir législatif lui-même en sortirait grandi si l'appareil judiciaire fonctionnait mieux, parce que l'importance des lois serait mise en valeur.

**M. Smith :** Les éditeurs de logiciels ont effectué des études régionales visant à déterminer la perte de recettes fiscales en fonction de divers taux de piratage. Les Etats d'Amérique latine et du Moyen-Orient, qui ferment les yeux devant le taux élevé du piratage dans leur pays, perdent des sommes considérables. Cela crève les yeux. Les pirates ne paient pas d'impôts, les entreprises légitimes si. Les Etats voient distinctement ce que leur coûte le piratage. C'est une méthode très efficace pour inciter les ministres des finances et les autres dirigeants politiques à repenser les répercussions économiques du piratage et le rôle positif que joue la protection de la propriété intellectuelle dans leur pays. □

---

## ❑ LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : PROBLÈMES ET POSSIBILITÉS

---

*A la suite de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) et du fait de la mondialisation rapide de l'économie, les pays tant industriels qu'en développement estiment de plus en plus que la protection de la propriété intellectuelle constitue un élément essentiel du développement économique et de la prospérité. Toutefois, tous les pays ne cherchent pas à renforcer leur réglementation dans ce domaine, et celle-ci varie considérablement d'un pays à un autre.*

*La rédaction de la revue « Perspectives économiques » a demandé à cinq spécialistes de la propriété intellectuelle qui connaissent bien la situation dans certains pays en développement de faire part de leurs opinions sur les problèmes et sur les possibilités qui existent en la matière dans ces pays. Les vues exprimées reflètent exclusivement celles de leurs auteurs.*

---

**M. Ralph Oman**, qui fait partie du cabinet d'avocats Dechert, Price & Rhoads de Washington est également maître de conférences sur la propriété intellectuelle et le droit des brevets à la faculté de droit de l'université George Washington. Il a passé deux semaines à Sri Lanka en 1998, à l'invitation du « Computer and Information Technology Council » de ce pays.

Sri Lanka est un pays très particulier appelé à un avenir prospère. J'y ai fait récemment un séjour de deux semaines au cours duquel je me suis entretenu avec certaines des personnes les plus brillantes de ce pays. J'ai été heureux de constater que ces hommes et ces femmes étaient arrivés à la conclusion qu'une bonne protection de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire droit d'auteur, brevets et marques, encourageait la croissance économique et l'essor culturel.

Sri Lanka a une longue tradition de poésie et de littérature populaires, et ses écrivains contemporains ont des histoires originales à raconter. J'y ai fait la connaissance de Romesh Gunsekera, candidat au prix Booker en 1994. Au cours de nos conversations, cet écrivain s'est déclaré à la fois fier et reconnaissant de voir ses livres bénéficier de la protection de la propriété

littéraire qui existe déjà dans son pays. La littérature, la poésie, l'architecture, l'art et la musique de ce pays reflètent un haut niveau de création artistique. L'avenir de l'industrie de la céramique, qui y est également prometteur, dépend de plus en plus de la protection du droit d'auteur. Il en est de même des travaux d'aiguille et de l'industrie textile. Par ailleurs, les informaticiens de ce pays créent déjà des logiciels pour le marché mondial. Certaines des sociétés internationales les plus connues se tiennent prêtes à faire d'importants investissements à Sri Lanka, une fois que sa législation sur la propriété intellectuelle sera au point.

En dépit de ces éléments favorables, le piratage des logiciels, des films et de la musique s'y poursuit, ce qui nuit beaucoup plus aux créateurs locaux qu'aux sociétés étrangères. Le piratage fait perdre de l'argent aux étrangers, mais ceux-ci ont accès à d'autres marchés, alors que les créateurs sri-lankais n'ont guère d'autres débouchés et qu'ils perdent ainsi leurs moyens d'existence. Le manque de protection du droit d'auteur pose des problèmes sur deux plans à un programmeur sri-lankais. Tout d'abord, celui-ci ne peut rivaliser avec la concurrence des copies pirates peu coûteuses de logiciels américains. Ensuite, même s'il pouvait faire éditer ses logiciels, il ne pourrait pas empêcher ses compatriotes de les pirater. Les produits pirates prennent la place des produits légitimes, quel que soit leur pays d'origine, si bien que les créateurs sri-lankais ne peuvent payer leur loyer et nourrir leurs enfants. Cette situation est mauvaise pour eux, mauvaise pour le pays et mauvaise pour le commerce mondial.

Le droit d'auteur encourage les créateurs, hommes et femmes, ainsi que les sociétés qui les engagent, à investir du temps et de l'argent dans la création de livres, de logiciels, de films, d'art et de musique. Un spécialiste ghanéen a dit à ce propos : « A quoi bon ensemercer un champ si quelqu'un d'autre s'approprie la récolte ? » Dans un climat où la protection de la propriété intellectuelle est assurée, la musique, la littérature, les arts et la science peuvent s'épanouir.

En adoptant une nouvelle loi sur le droit d'auteur, Sri Lanka reconnaîtrait que le piratage est sans avenir. Les

pirates sont des techniciens parasites de petite envergure. Un éditeur sri-lankais de logiciels qui conçoit des programmes sur mesure correspondant aux besoins du pays et de ses milieux d'affaires fera concurrence aux éditeurs américains, mais uniquement si ses logiciels sont protégés. Son entreprise paiera des impôts, emploiera beaucoup plus de personnes en leur offrant des salaires plus élevés et des emplois plus satisfaisants que l'entreprise qui fabrique clandestinement des disquettes pirates d'ordinateur. Quand le marché sera à l'abri du piratage, les logiciels sri-lankais feront baisser le prix des logiciels étrangers. C'est ainsi que fonctionne la concurrence.

L'un des cinéastes les plus connus de Sri Lanka, Vishwaneth Keerthisera, a beaucoup de mal à rivaliser avec les vidéocassettes pirates. Au cours d'une cérémonie récente où il a reçu un prix pour l'un de ses films, il a déclaré: «Ma plus belle récompense sera la possibilité de présenter mon film dans une salle comble. Amener le public à venir voir mon film sera ma vraie récompense.»

Il en va de même des brevets. En l'absence d'une bonne protection, les inventeurs ne peuvent pas trouver l'argent nécessaire pour exploiter commercialement leurs idées novatrices. L'inventeur P.N. Nandadasa a mis au point un emballage en fibre de noix de coco qui ne porte pas atteinte à l'environnement et, brevet en main, en a fait un succès commercial. La protection internationale de son brevet devrait consolider ce succès.

Sri Lanka a décidé de renforcer sa législation sur la propriété intellectuelle, ce qui fera de ce pays un chef de file dans ce domaine, un exemple pour ses voisins et un supporteur enthousiaste des talents de ses habitants. Grâce à la bonne protection de ses auteurs et de ses inventeurs, Sri Lanka se distinguera en attirant les investissements étrangers cette année, où il célèbre le cinquantième anniversaire de son accession à l'indépendance, et pendant de nombreuses années à venir.

---

*Mme Judith Saffer est présidente de la « Copyright Society of the United States » (société du droit d'auteur des Etats-Unis) et conseillère juridique de la société « Broadcast Music » de New York, l'une des plus importantes agences au monde spécialisées dans les droits des auteurs d'œuvres musicales. Elle a pris part, en 1997, à un colloque sur le droit de la propriété intellectuelle qui s'est tenue à Cotonou (Bénin).*

Le colloque de Cotonou avait pour objectif la mise au point d'une stratégie pour combattre le piratage de la propriété intellectuelle en Afrique de l'Ouest, en particulier dans le domaine musical. Les participants ont étudié diverses façons de limiter la reproduction non autorisée d'œuvres musicales et d'encourager la coopération régionale dans ce domaine.

La plupart des participants ont reconnu que les gens qui créaient et qui commercialisaient des œuvres intellectuelles devaient recevoir une rémunération, en principe du moins, car dans la pratique le progrès technique permet un piratage qu'il est particulièrement difficile de combattre dans les marchés naissants.

Cependant, les pays en voie de développement sont de plus en plus conscients du fait que la protection des auteurs et des sociétés sert non seulement l'intérêt des pays industriels, mais aussi le leur. Il est absolument nécessaire d'encourager la créativité dans les marchés naissants. Si ces pays veulent promouvoir leur croissance économique, il leur faut protéger les auteurs d'œuvres intellectuelles, qu'ils soient locaux ou étrangers.

Il ne fait aucun doute que la protection de la propriété intellectuelle profite aux créateurs. Ce qui est difficile dans les pays en voie de développement, c'est de faire comprendre aux pouvoirs publics qu'un niveau raisonnable du respect des lois sur la propriété intellectuelle est dans l'intérêt général.

Quand les incitations économiques sont insuffisantes, les pays en voie de développement ont du mal à attirer les investissements étrangers dans leurs industries naissantes. S'ils ne font pas respecter les lois sur le droit d'auteur, sur les brevets et sur les marques, le piratage et la contrefaçon sévissent. Dans ces conditions, les investisseurs ne sont guère disposés à financer de nouvelles entreprises. La télévision, le cinéma et la musique, qui reposent sur la propriété intellectuelle, sont des industries florissantes dans de nombreux pays. Toutefois, les sociétés spécialisées dans ce domaine hésitent à exporter leurs produits ou à investir dans la création de nouvelles œuvres dans les pays qui négligent de protéger la propriété intellectuelle. Quand la législation d'un pays sur la propriété intellectuelle et son application manquent de rigueur, l'établissement de chaînes de diffusion ou l'acquisition de compétences en matière de licence sont impossibles. L'argument selon lequel les pays en voie de développement ne peuvent se permettre de payer les copies « légitimes » d'œuvres

intellectuelles reflète un manque de perspicacité et va à l'encontre du but recherché.

Toutefois, le meilleur argument en faveur de la protection de la propriété intellectuelle est probablement le fait que, en l'absence de lois adéquates et d'une application stricte de ces lois, un pays a beaucoup moins de possibilités de développer ses propres entreprises fondées sur les créations de l'esprit. Les créateurs des pays en voie de développement doivent avoir l'assurance que leurs œuvres seront protégées, et les sociétés locales que leurs activités et leurs investissements seront à l'abri de ceux qui chercheraient à les exploiter sans leur verser de rémunération. En un mot, les créateurs doivent pouvoir s'attendre à ce que leurs œuvres, si elles ont du succès, leur permettent de gagner leur vie.

Au terme de longues réunions et de débats animés, les participants au colloque ont pu rédiger un projet de rapport et adopter une déclaration qui permettra peut-être de réduire le piratage et les interprétations et exécutions non autorisées d'œuvres musicales en Afrique de l'Ouest. Cette déclaration recommande la création de commissions nationales de la propriété intellectuelle et de sociétés indépendantes qui accorderaient des droits de diffusion aux stations de radio et de télévision et qui encaisseraient les droits d'auteur. Reste à savoir si les participants au colloque seront en mesure de convaincre leurs gouvernements respectifs de l'importance de la lutte contre le piratage. Un grand nombre de pays africains possèdent déjà des lois adéquates sur le droit d'auteur. La question sera de voir si les pouvoirs publics feront respecter ces lois au moyen de sanctions civiles et pénales et si les pays de cette partie de l'Afrique seront d'accord pour adopter une réglementation en matière de contrôles frontaliers en vue d'empêcher les produits pirates de passer d'un pays à l'autre.

---

*M. Karl Jorda est professeur de droit de la propriété intellectuelle au « Franklin Pierce Law Center » de Concord (New Hampshire). En 1997, il a donné une série de conférences au Pakistan sur les avantages économiques que procure la protection de la propriété intellectuelle.*

Durant mon séjour au Pakistan, j'ai eu l'occasion de prendre la parole devant divers groupes d'hommes d'affaires et de juristes, de donner des interviews à la presse et de visiter des cabinets d'avocats, des maisons d'édition et les offices pakistanais des brevets, des marques et du droit d'auteur.

Au fil des ans, je suis parvenu à plusieurs conclusions fondamentales sur le rôle de la propriété intellectuelle et j'ai tenté de faire part à mes auditoires pakistanais de certaines de ces observations.

Un dispositif efficace de protection de la propriété intellectuelle est indispensable au progrès technique et culturel dont dépendent la croissance économique et le bien-être social. C'est pourquoi, dès le début, tout pays devrait inclure la protection de la propriété intellectuelle dans son infrastructure et non pas attendre, pour ce faire, d'avoir atteint un certain niveau de développement. Le respect du droit de la propriété intellectuelle ne profite pas qu'aux entreprises étrangères; il peut également s'avérer avantageux pour les habitants de n'importe quel pays. Après tout, il existe partout des talents et une créativité qui ont besoin d'être encouragés.

On observe également un lien étroit entre le volume d'investissements qu'un pays peut susciter et la qualité de son dispositif de protection de la propriété intellectuelle. Il est beaucoup plus facile d'obtenir des résultats grâce au transfert des techniques, à la délivrance de licences et aux investissements quand des moyens adéquats de protection des brevets et du droit d'auteur sont en place.

Plusieurs des groupes devant lesquels j'ai pris la parole au Pakistan ont fait preuve de scepticisme. Aux yeux de certains, l'application du droit de la propriété intellectuelle devait être fonction du niveau de développement économique d'un pays. D'autres affirmaient que des lois rigoureuses en matière de protection de la propriété intellectuelle limiteraient l'accès de millions de pauvres aux médicaments dont ils avaient besoin. Un journal a relaté le discours que j'avais prononcé à Lahore en écrivant que les pays industriels se préoccupaient plus de la protection des droits de propriété intellectuelle que de celle des droits fondamentaux, ce qui n'était assurément pas le message que j'avais tenté de transmettre à mon auditoire.

Le Pakistan commence cependant à s'apercevoir qu'une protection insuffisante de la propriété intellectuelle a des effets préjudiciables sur le développement économique. Le président-directeur général d'une société d'Islamabad m'a décrit la façon dont le piratage des œuvres musicales causait la faillite de sociétés d'enregistrement et de maisons d'édition. Dans sa société même, le nombre des salariés était tombé de quatre cents à onze; dernièrement, une autre société avait dû tout simplement fermer ses portes.

Parmi les problèmes auxquels se heurte le Pakistan dans ce domaine figurent l'insuffisance des effectifs et du budget des organismes publics chargés d'assurer la protection de la propriété intellectuelle, l'absence de cours sur ce sujet dans les universités et la lourdeur d'un appareil judiciaire qui accorde des dommages-intérêts nominaux aux victimes du piratage et qui frappe de peines symboliques les auteurs de tels actes. Certains de mes interlocuteurs avaient cependant le sentiment que la situation évoluait dans un sens positif. Ils ont fait état de l'adoption de nouvelles lois, d'un accroissement des descentes de police chez les auteurs présumés de piratage et d'une prise de conscience plus grande, par les pouvoirs publics, de l'importance que revêtait la protection de la propriété intellectuelle pour encourager le développement économique et les investissements étrangers.

---

*Mme Salli Swartz est une avocate spécialisée dans le droit de la propriété intellectuelle. Elle fait partie du cabinet parisien d'avocats Masson, Pieron, Swartz, Beaucourt et associés et s'est rendue à Madagascar en 1997.*

Pendant mon séjour à Madagascar, j'ai organisé une série de séminaires, d'ateliers et de conférences sur la propriété intellectuelle. J'ai rencontré des fonctionnaires, des journalistes, des responsables de la télévision et de la radio, des hommes d'affaires et des avocats. J'ai également distribué des centaines de pages de documents ainsi que les formulaires à remplir pour le paiement des droits d'auteur.

Je voulais me renseigner le plus possible sur la situation dans ce pays afin de pouvoir donner à mes divers auditoires une idée concrète du droit de la propriété intellectuelle et les aider à trouver des solutions pratiques à leurs problèmes. Bien que Madagascar possède, sur le papier, une loi sur la propriété intellectuelle qui est l'une des plus complètes que j'aie jamais vues, ainsi qu'un organisme public chargé de la protection des droits des artistes, il n'en existe pas moins une certaine incompréhension du concept des droits de propriété intellectuelle et de l'obligation correspondante d'obtenir une autorisation et de verser un paiement pour l'exploitation de droits couvrant les œuvres musicales et les films. Lors de mes interviews à la radio et à la télévision, la première question qu'on me posait était invariablement la suivante: « Qu'entend-on par droits de propriété intellectuelle? »

J'étais particulièrement désireuse d'en savoir davantage sur les difficultés qu'avait Madagascar à faire respecter sa

législation sur la propriété intellectuelle étant donné qu'il devenait de plus en plus apparent, au fur et à mesure de mon séjour, que le principal problème concernant la propriété intellectuelle était de faire respecter la loi. D'après ce qu'on me disait, les violations étaient pratiquement quotidiennes, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Ainsi, j'ai appris que certaines stations de télévision achetaient souvent des vidéocassettes de films américains ou français connus pour les diffuser ensuite sur les ondes. Un avocat qui représentait une station de télévision privée m'a dit qu'il n'était pas au courant de l'obligation qu'avaient les stations de payer des droits d'auteur, ajoutant qu'il ignorait à qui et comment ces droits devaient être réglés. J'ai découvert que Madagascar ne possède pas de salles de cinéma, si bien que les enregistrements vidéo de films populaires sont souvent projetés dans des lieux publics. Quelqu'un m'a dit craindre que si le paiement de droits d'auteur était exigé, la projection publique de ces vidéocassettes cesserait, et les enfants seraient alors livrés à eux-mêmes dans la rue. Un autre avocat m'a expliqué que de nombreux juges n'étaient pas au courant de la loi malgache sur la propriété intellectuelle. Et même quand on les informait de la teneur de cette loi, ils hésitaient à la faire appliquer.

Les fonctionnaires avec lesquels je me suis entretenue paraissaient au courant de ces violations, mais ils étaient quelque peu frustrés devant leur impossibilité de remédier à cette situation. Les choses étaient compliquées par la fréquence des remaniements ministériels, qui entravait l'adoption des mesures législatives nécessaires, à leurs yeux, pour assurer le strict respect de la loi en question. Je leur ai dit que je ne voyais pas la nécessité d'une nouvelle loi avant l'adoption d'autres mesures positives, tout en reconnaissant cependant que les changements de dirigeants politiques pouvaient effectivement compliquer la tâche consistant à faire respecter la loi.

Quand je m'adressais à mes auditoires malgaches, je soulignais que les atteintes aux droits de propriété intellectuelle nuisaient à la situation économique du pays. Mais du fait que le pays devait faire face à toute une série de problèmes urgents, il m'était difficile de convaincre les fonctionnaires à qui je m'adressais de l'urgence des mesures à prendre pour faire respecter le droit de la propriété intellectuelle. Il était normal que la plupart de ces fonctionnaires se concentrent sur ce qu'ils considéraient comme les problèmes les plus pressants du pays tels que l'enseignement et la mise en place d'une

infrastructure de base comme les routes, le réseau téléphonique et l'électrification des zones rurales.

Et pourtant, les conséquences du laxisme dans le respect de la propriété intellectuelle se font déjà sentir. On m'a indiqué que plusieurs musiciens malgaches étaient extrêmement déçus devant leur impossibilité de percevoir des droits d'auteur quand leurs chansons étaient diffusées à la radio. Certains avaient déjà quitté Madagascar pour cette raison, disait on, et d'autres envisageaient sérieusement d'en faire autant.

La plupart des groupes auxquels je m'adressais paraissaient sensibles à l'argument selon lequel les grands laboratoires pharmaceutiques n'envisageraient pas d'investir à Madagascar (qui possède une flore et une faune d'une grande richesse) tant que le droit de la propriété intellectuelle n'y serait pas respecté. Je leur ai également fait remarquer que Madagascar se privait ainsi des investissements de fabricants étrangers de vêtements et d'autres produits, qui estimaient que la propriété intellectuelle, notamment les marques, n'y était pas suffisamment protégée. Et j'ai rappelé à mes interlocuteurs que, bien que Madagascar fût un pays en voie de développement, il n'en était pas moins tenu de respecter ses obligations au titre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Après avoir quitté ce pays, j'ai appris que deux stations de radio privées avaient rempli les formulaires de paiement des droits d'auteur et que l'Ordre malgache des journalistes avait lancé une campagne d'information sur le droit de la propriété intellectuelle. En outre, plusieurs mois après ma visite, un journaliste français m'a informé par courrier, après s'être rendu à Madagascar pour le compte du gouvernement français, que les questions que j'avais soulevées continuaient à y faire l'objet de débats publics.

---

*M. Steven Robinson, avocat new-yorkais spécialisé dans le droit de la propriété intellectuelle, est rentré ce mois-ci du Vietnam, où il a donné une série de conférences et organisé des séminaires à l'intention de professeurs de droit et de leurs élèves, d'hommes d'affaires, d'économistes et de fonctionnaires.*

Dans le domaine du droit de la propriété intellectuelle comme dans bien d'autres, le Vietnam s'est avéré être le tissu de contradictions auquel on m'avait dit de m'attendre. Et pourtant, il m'a été impossible de quitter ce pays peuplé de gens intelligents, sympathiques et

industriels sans éprouver de l'optimisme à son égard.

Le climat actuel en matière du droit de la propriété intellectuelle et de l'information au Vietnam explique, au niveau national, pourquoi on utilise, quand on se réfère aux droits de propriété intellectuelle, l'appellation générique de « droits économiques ». De plus en plus de chefs d'entreprise doivent en partie leur succès à l'adoption et à l'utilisation de marques qui sont protégées par la législation vietnamienne. Toutefois, la contrefaçon de marques connues de produits à succès est courante et ne fait pas l'objet de répression. Il existe également une industrie croissante des logiciels au Vietnam, mais, malgré la protection du droit d'auteur prévue par la loi pour les logiciels et pour d'autres œuvres, les logiciels pirates abondent.

On nous dit souvent que le Vietnam est différent des autres pays et que les principes du droit de la propriété intellectuelle qui ont permis le développement d'autres Etats sont inapplicables dans ce pays. Cette observation est cependant trompeuse et, pour une bonne partie de l'économie, absolument erronée.

Il est intéressant d'observer en premier le cas de La Vie, principale marque d'eau minérale du Vietnam, qui fait couramment l'objet de contrefaçons flagrantes de sa marque et de l'habillage de ses bouteilles. Dans le nord du pays, quiconque demande une bouteille de La Vie a de fortes chances d'obtenir une bouteille dont l'étiquette porte le nom de La Vi, Le Vile, Le Vu, La Vio Le, La Ville et La Villa, qui, toutes, arborent une imitation détaillée de l'étiquette et de la décoration des bouteilles de La Vie. Lors d'un cours que j'ai donné à la mi-avril devant une centaine d'étudiants, tous, sans exception, avaient acheté à un moment donné une bouteille d'eau dont l'étiquette imitait celle de La Vie.

La Vie doit son succès auprès de la clientèle au fait qu'elle répond aux normes de pureté fixées par les pouvoirs publics vietnamiens ou qu'elle les dépasse même. La société en question fait figurer l'analyse des minéraux que l'eau contient sur l'étiquette de ses bouteilles. Ses concurrents ne se soucient pas autant des détails. En dépit des efforts permanents de la société, qui font l'objet d'une importante publicité, le respect de cette marque de fabrique est tout au plus sporadique, et souvent un groupe de contrefacteurs qui cesse d'utiliser une imitation de la Vie se met tout simplement à en utiliser une autre. Comme l'attesteront tous les avocats spécialisés dans le droit des marques, il n'y a rien de tel que le succès pour

encourager la contrefaçon. Toutefois, dans ce cas précis, il ne s'agit pas simplement de mesurer le préjudice causé aux propriétaires de La Vie par ces imitations aussi nombreuses que déroutantes, d'autres considérations relatives à la santé publique et aux dépenses publiques qu'elles entraînent entrent également en jeu.

Mon second exemple est celui d'un éditeur de logiciels de Ho Chi Minh-Ville dont la société a lancé un logiciel en vietnamien et en a vendu cinq mille exemplaires. Le directeur de cette société estime que soixante mille copies pirates de ce logiciel sont actuellement en circulation au Vietnam. La protection conférée par le droit d'auteur s'étend, dans ce pays, aux droits des créateurs de logiciels et d'autres œuvres intellectuelles, mais, là encore, les pouvoirs publics n'assurent pas le respect de la législation.

Compte tenu de cette situation, les raisons d'optimisme concernant la protection de la propriété intellectuelle au Vietnam ne paraissent pas évidentes. Et pourtant, ces exemples montrent que les forces économiques y agissent en faveur d'une plus grande prise de conscience et d'un meilleur respect de la propriété intellectuelle. Malgré la non-observation de la loi, La Vie a réussi à faire accepter à l'échelle nationale sa marque d'eau minérale. C'est à elle que les consommateurs pensent systématiquement quand ils décident d'acheter de l'eau en bouteille. Dans le deuxième cas, tant de gens étaient prêts à payer plus cher un exemplaire autorisé d'un logiciel produit localement que son fabricant a pu assurer sa rentabilité, même en présence d'un piratage généralisé.

Si l'application de la législation de la propriété intellectuelle n'est pas suffisamment assurée, c'est parce qu'on ne fait que commencer à la considérer comme une question prioritaire. Il y a moins de dix ans, le pays souffrait de la faim, et le souvenir de cette époque reste vivace dans certaines régions. A l'époque, les préoccupations de la plupart des Vietnamiens étaient trop fondamentales pour que la propriété intellectuelle soit considérée comme un facteur important. La vente d'un article quelconque, qu'il s'agisse d'un article de marque ou d'un article contrefait, d'un exemplaire autorisé de logiciel ou au contraire d'une copie pirate, permettait de nourrir une famille. Dans une économie de subsistance, le droit de la propriété intellectuelle était un luxe.

Cette époque est cependant révolue. Le Vietnam est aujourd'hui l'un des plus gros exportateurs de riz au monde. Dans un tel climat, le droit de la propriété intellectuelle est jugé de plus en plus important et, pour

certain, indispensable à un développement durable.

En 1996, le Vietnam a adopté un nouveau Code civil qui garantit une bonne protection de la propriété intellectuelle. En outre, en juin 1997, il a signé avec les Etats-Unis un accord bilatéral sur le droit d'auteur aux termes duquel il s'engage à reconnaître les droits des auteurs américains dont les œuvres sont publiées ou diffusées au Vietnam. Le droit de base de la propriété intellectuelle est maintenant en place, et on s'accorde généralement à penser que la prochaine étape à franchir au Vietnam est sa mise en application.

D'importantes réformes sont nécessaires. Les titulaires de droits doivent avoir l'assurance qu'il existe un mécanisme régulier, que ce soit par l'intermédiaire d'organismes publics, des tribunaux, ou des deux, qui permette de sévir contre les violations, de dédommager leurs victimes et de régler les litiges en matière de propriété et d'autres problèmes. A l'heure actuelle, d'après la presse, les fonctionnaires qui interviennent en cas de violation demandent qu'il soit mis fin à l'activité incriminée. La loi ne sera véritablement appliquée que lorsque ces « demandes » deviendront des ordres légitimes émanant des autorités compétentes et exigeant que les violations du droit de la propriété intellectuelle cessent, sous peine de graves sanctions civiles, pénales ou administratives.

Il est probable que les incitations à l'adoption de telles réformes apparaîtront quand les biens de consommation, les médias, le monde du spectacle et l'édition se développeront et apporteront une contribution plus importante à l'économie vietnamienne. En 1994, les tribunaux vietnamiens ont prononcé leur premier jugement en faveur d'une personne qui se plaignait d'une atteinte à ses droits d'auteur, un compositeur, arrangeur et interprète de Ho Chi Minh-Ville auquel le tribunal a accordé des dommages-intérêts. Comparés à ceux des pays industriels, ces dommages-intérêts sont négligeables, mais un précédent a été établi. Maintenant que le droit de la propriété intellectuelle a des répercussions économiques plus importantes, il y a lieu de croire qu'un consensus en faveur des réformes politiques, administratives et juridiques nécessaires pour améliorer l'application de la loi se développera. Dans le cours que j'enseignais, les participants me posaient plus de questions sur la façon dont les pouvoirs publics pouvaient mieux faire respecter la loi que sur aucun autre sujet.

En résumé, l'expérience du Vietnam dans le domaine de la propriété intellectuelle commence à ressembler à celle

des autres pays dotés d'une économie de marché. Cette évolution est encourageante, car elle signifie que le Vietnam peut mettre à profit l'expérience des autres pays afin d'élaborer son propre dispositif de protection de la propriété intellectuelle et d'assurer son application. Cela signifie également que les leçons apprises au Vietnam sont susceptibles de fournir d'importantes indications sur le rôle que ce domaine vital du droit peut jouer dans le développement économique d'autres pays. □

## FAITS ET CHIFFRES

---

### □ L'ARTICLE SPECIAL 301 DE LA LOI SUR LE COMMERCE EXTERIEUR

---

L'article spécial 301 exige que le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur (USTR) désigne les pays qui ne protègent pas d'une façon adéquate et efficace les droits de propriété intellectuelle ou qui refusent un accès juste et équitable à leur marché aux titulaires de ces droits. Une fois « désigné », un pays est susceptible de faire l'objet de sanctions commerciales de la part des Etats-Unis s'il ne prend aucune mesure satisfaisante.

Les pays qui ont les lois, politiques ou pratiques les plus coûteuses ou les plus insignes ou dont les lois, politiques ou pratiques ont l'effet préjudiciable le plus grand (réel ou éventuel) sur des produits américains et qui ne participent pas de bonne foi à des négociations pour résoudre ces problèmes doivent être désignés comme des « pays étrangers prioritaires ».

L'USTR doit décider quels pays identifier chaque année dans les trente jours suivant la parution de son rapport d'évaluation des obstacles au commerce à l'étranger, qui a lieu en général le 31 mars. S'il désigne un partenaire commercial des Etats-Unis comme un « pays étranger prioritaire », il doit décider dans les trente jours suivants s'il convient d'ouvrir une enquête sur les lois, politiques et pratiques qui forment la base de la désignation d'un pays « prioritaire ».

Dans un délai de six mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête, l'USTR doit décider, après consultations avec le pays intéressé, si les conditions qui ont causé cette enquête existent toujours. Si c'est le cas, il doit alors décider quelle action il convient de prendre. Cette action peut prendre la forme de sanctions commerciales appliquées en vertu de l'article 301 de la loi de 1974 sur le commerce extérieur. Le délai pour prendre cette décision peut être porté à neuf mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête si l'USTR décide que des questions complexes sont en jeu ou si le pays en cause fait des progrès importants en la matière.

L'USTR classe dans des catégories distinctes les pays pour lesquels certaines préoccupations demeurent au sujet de la protection de la propriété intellectuelle, mais qui ne font

plus partie des pays « prioritaires » ou qui n'ont jamais été désignés comme pays « prioritaires ». Les pays dont les pratiques ont une incidence moindre, mais qui constituent tout de même un problème très sérieux, sont placés sur « une liste de surveillance prioritaire » et font l'objet d'une attention accrue dans les domaines en cause.

L'USTR dresse aussi une « liste de surveillance » pour les pays dont les Etats-Unis estiment qu'ils font peu de progrès en ce qui concerne la protection de la propriété intellectuelle et l'accès de leur marché aux produits américains.

Enfin, une autre catégorie regroupe les pays dont certaines pratiques inquiètent suffisamment l'USTR pour qu'il en fasse état dans son rapport annuel.

Les pays sont généralement désignés, transférés sur une liste différente ou retirés complètement des listes à la suite de l'examen annuel de l'USTR au titre de l'article spécial 301.

Des examens « hors cycle » peuvent avoir lieu, et ont souvent lieu, à un moment quelconque de l'année, ce qui permet d'ajouter des pays aux listes de surveillance ou d'en retirer.

Le 1er mai 1998, l'USTR a annoncé que, par suite de son examen annuel dans le cadre l'article spécial 301, il avait placé quatorze pays et l'Union européenne sur la liste de surveillance prioritaire et trente pays et Hongkong sur la liste de surveillance. En outre, dix-sept autres pays figurent dans la catégorie des pays à observer.

L'USTR a aussi annoncé qu'il poursuivrait l'enquête ouverte sur le Paraguay en janvier 1998. En outre, les Etats-Unis vont entamer une procédure de règlement des litiges au sein de l'Organisation mondiale du commerce au sujet du litige qui les oppose à la Grèce et à la Communauté européenne pour ce qui est du piratage d'émissions télévisées et de films américains. Ce sera la dixième fois que les Etats-Unis porte un litige relatif à la propriété intellectuelle devant cette organisation.

Enfin, l'USTR a indiqué qu'il comptait observer de près le respect par la Chine des accords bilatéraux qu'elle avait conclus avec les Etats-Unis en matière de propriété intellectuelle. Etant donné que la Chine n'a pas encore adhéré à l'Organisation mondiale du commerce, il se peut que l'USTR adopte directement des sanctions commerciales si Pékin ne respecte pas ses engagements.

---

---

## ❑ LES TEXTES DE LOI SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ACTUELLEMENT À L'ÉTUDE AU CONGRÈS

---

La protection du droit d'auteur sur l'Internet et l'élargissement de la notion d'« usage loyal » aux œuvres protégées par le droit d'auteur occupent une place importante dans divers textes de loi qui sont actuellement à l'étude au Congrès des États-Unis.

Ces textes prévoient de mettre les prestataires de services sur l'Internet et en ligne à l'abri de poursuites pour non-respect du droit d'auteur, de redéfinir la façon dont les bibliothèques et les archives peuvent copier ou reproduire les œuvres protégées par le droit d'auteur et de modifier les lois définissant ce qui constitue le non-respect du droit d'auteur dans la réception d'œuvres musicales radiodiffusées.

La proposition de loi déposée par M. John Ashcroft (sénateur du Missouri) cherche à concilier la protection du droit d'auteur sur l'Internet et la nécessité d'éviter que la crainte de poursuites judiciaires n'entrave les services en ligne. Elle modifie la loi en vigueur sur le droit d'auteur de façon que les prestataires de services sur l'Internet et en ligne qui n'exercent pas de contrôle sur le contenu d'une œuvre soient à l'abri de poursuites en cas de non-respect du droit d'auteur par les acquéreurs et par les utilisateurs de ces services.

La protection que propose M. Ashcroft a été incorporée dans un texte de loi de plus grande portée que la commission judiciaire du Sénat a communiqué à l'ensemble des sénateurs à la fin d'avril.

Des dispositions de ce texte de loi mettent les prestataires de services sur l'Internet et en ligne à l'abri de poursuites pour non-respect du droit d'auteur dans des conditions clairement définies, qui encouragent un comportement responsable de leur part tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle, a déclaré l'un des partisans de cette mesure, M. Patrick Leahy (sénateur du Vermont), qui est membre de la commission judiciaire du Sénat.

Intitulée « Digital Millennium Copyright Act of 1998 », cette proposition de loi prévoit également certaines protections contre des poursuites judiciaires quand les copies d'une œuvre sont faites par des bibliothèques et

par des archives. Elle exempte une bibliothèque du paiement de dommages-intérêts dans un procès pour non-respect du droit d'auteur « si celle-ci ne savait pas ou n'avait aucune raison de penser que ses actes constituaient une violation », a précisé M. Leahy au Sénat le 5 mai. Elle autorise aussi les bibliothèques et les archives qui remplissent les conditions requises à préserver les œuvres numériques et abroge la loi en vigueur qui limite les bibliothèques à une seule photocopie à des fins de préservation ou de remplacement. Une de ses dispositions autorise jusqu'à trois versions d'une œuvre dans n'importe quel format, y compris sous forme numérique.

Au 12 mai, le Sénat n'avait pas encore procédé à un vote à ce sujet. La même proposition de loi n'avait pas non plus fait l'objet d'un vote à la Chambre des représentants. Pour avoir force de loi, toute mesure législative doit être adoptée par la Chambre des représentants et par le Sénat puis promulguée par le président des États-Unis.

Un autre proposition de loi porte sur l'usage loyal des œuvres protégées par le droit d'auteur. Intitulée « Fairness in Musical Licensing Act of 1997 », elle a été adoptée par la Chambre des représentants en mars dernier et incorporée dans la proposition de loi intitulée « Copyright Term Extension Act ».

En vertu de ce texte de loi, les lois sur le non-respect du droit d'auteur ne s'appliqueraient pas à la transmission d'œuvres musicales non dramatiques dans certaines conditions précises. En outre, la diffusion par un organe de radiodiffusion, câble, satellite ou autre moyen d'une œuvre musicale non dramatique ne constitue pas une atteinte au droit d'auteur, sauf si un droit d'admission est exigé du public ou si cette transmission n'est pas couverte par une licence.

À l'origine, cette dérogation devait s'appliquer si la musique était diffusée soit lors d'une foire agricole ou d'une exposition horticole, soit dans un établissement commercial dans le but de promouvoir la vente d'appareils acoustiques, de magnétoscopes ou tout autre équipement, soit encore en cas de diffusion dans une colonie de vacances si les enfants participaient

entièrement ou en partie à l'exécution de l'œuvre en question par des chants ou des danses. Selon la version finale du texte approuvée par la Chambre des représentants et transmise au Sénat, la superficie des salles dans lesquelles la transmission sera reçue ne doit pas dépasser trois cent vingt-cinq mètres carrés.

La Société américaine des compositeurs, auteurs et éditeurs d'œuvres musicales considère ce texte comme « une menace pour toute la communauté musicale américaine ». Son adoption, a-t-elle déclaré, signifiera « que nous ne serons pas rémunérés quand notre musique sera jouée dans les bars, dans les restaurants et dans de nombreux magasins ». Le Sénat ne s'est pas encore prononcé sur cette proposition de loi.

Parmi les autres textes de loi qui sont à l'étude au Congrès figurent les textes d'application des traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) conclus en décembre 1996. Le « Digital Millenium Copyright Act » qui est à l'étude au Sénat contient des dispositions relatives à l'application des deux traités de l'OMPI, le Traité sur le droit d'auteur et le Traité sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Des textes de loi semblables ont été transmis à la Chambre des représentants aux fins d'examen en séance plénière.

D'autres questions relatives à la propriété intellectuelle sont à l'étude au Congrès, notamment la question des noms de domaine. M. Leahy a déposé une proposition de loi prévoyant le financement d'une étude que le Conseil national de la recherche devrait réaliser en vue de définir les moyens susceptibles d'améliorer le système d'attribution des noms de domaine sur l'Internet. Cette étude porterait notamment sur une recommandation du ministère américain du commerce en faveur de l'attribution de nouveaux noms de domaine de premier niveau. « L'attribution de nouveaux noms de domaine génériques de premier niveau favoriserait la compétitivité et permettrait à un plus grand nombre de particuliers et d'entreprises d'obtenir des adresses correspondant mieux à leur nom et à leurs fonctions, a fait observer M. Leahy. Toutefois, de nombreuses sociétés craignent à juste titre que la prolifération des noms de domaine génériques de premier niveau ne rende plus difficile la protection de leurs marques contre la contrefaçon. » □

# SOURCES D'INFORMATION

---

---

## ADRESSES D'ORGANISMES JOUANT UN RÔLE EN MATIERE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

---

### Ministères et organismes publics

#### Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur

#### Office of the United States Trade Representative

600 17th Street, NW

Washington, DC 20506 – Etats-Unis

Téléphone: (202) 586-8800

Internet: <http://www.ustr.gov>

#### Département américain du commerce – Bureau des brevets et des marques

#### U.S. Department of Commerce

#### Patent and Trademark Office

#### Office of Legislative and International Affairs

Crystal Park

Arlington, Virginia 22202 – Etats-Unis

Téléphone: (703) 305-9300

Internet: <http://www.uspto.gov>

#### Département d'Etat – Direction des affaires économiques

#### U.S. Department of State

#### Bureau of Economic and Business Affairs

#### Office of Trade Policy and Programs

2201 C Street, NW

Washington, DC 20520 – Etats-Unis

Téléphone: (202) 647-1310

Internet: <http://www.state.gov/www/issues/economic>

#### Bibliothèque du Congrès – Bureau du droit d'auteur

#### U.S. Library of Congress

#### United States Copyright Office

101 Independence Avenue, SE

Washington, DC 20540 – Etats-Unis

Téléphone: (202) 707-8350

Internet: <http://lcweb.loc.gov/copyright>

---

### AUTRES ADRESSES SUR L'INTERNET

#### U.S. House of Representatives

Internet Law Library

<http://law.house.gov>

#### World Trade Organization (WTO)

<http://www.wto.org/wto/intellec/intellec.htm>

#### World Intellectual Property Organization (WIPO)

<http://www.wipo.org/eng/newindex/index.htm>

#### Intellectual Property Reference Library Reference Collection

Government Agencies World Wide

[http://www.servtech.com/~mbobb/ref\\_govt.htm](http://www.servtech.com/~mbobb/ref_govt.htm)

#### Franklin Pierce Law Center

Intellectual Property Web Pointers

<http://www.fplc.edu/pointbox.htm>

#### Intellectual Property Law Society, Temple University

<http://www.temple.edu/ipls>

#### Harvard Information Infrastructure Project

<http://www.ksg.harvard.edu/iip>

#### Center for Advanced Study and Research on Intellectual Property, University of Washington

<http://www.law.washington.edu/~casrip>

#### Copyright and Fair Use, Stanford University Libraries

<http://fairuse.stanford.edu/>

#### Hal R. Varian's "The Information Economy" Web site

[http://www.sims.berkeley.edu/resources/infoecon/](http://www.sims.berkeley.edu/resources/infoecon/Intellectual_Property.html#general)

[Intellectual\\_Property.html#general](http://www.sims.berkeley.edu/resources/infoecon/Intellectual_Property.html#general)

#### International Intellectual Property Alliance

<http://www.iipa.com>

#### Business Software Alliance

<http://www.bsa.org>

#### Electronic Frontier Foundation

[http://www.eff.org/pub/Intellectual\\_property](http://www.eff.org/pub/Intellectual_property)

---

## SELECTION D'ARTICLES ET D'OUVRAGES RELATIFS A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

---

- Beier, Friedrich-Karl and Gerrick Schricker. *From GATTS to TRIPS: The Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights*. New York: John Wiley & Sons, 1996.
- D'Amato, Anthony (ed.) and Doris Estelle Long. *International Intellectual Property Anthology*. Cincinnati, Ohio: Anderson Publishing Company, 1997.
- Dorr, Robert C. and Christopher H. Munch. *Protecting Trade Secrets, Patents, Copyrights, and Trademarks: 1997 Cumulative Supplement*. New York: Panel Publishers/Aspen Law & Business, 1997.
- Elias, Stephen. *Patent, Copyright, and Trademark: A Desk Reference to Intellectual Property Law*. Berkeley, California: Nolo Press, 1997.
- Epstein, Michael A. *Modern Intellectual Property*. New York: Panel Publishers/Aspen Law & Business, 1995.
- Hurley, Deborah and Hal Varian (eds). *Internet Publishing and Beyond: The Economics of Digital Information and Intellectual Property (publication of the Harvard Information Infrastructure Project)*. Cambridge, Massachusetts: MIT Press, 1998.
- Kahin, Brian and Charles Nesson (eds). *Borders in Cyberspace: Information Policy and the Global Information Infrastructure (publication of the Harvard Information Infrastructure Project)*. Cambridge, Massachusetts: MIT Press, 1997.
- Kurz, Raymond A. et al. *Internet and the Law: Legal Fundamentals for the Internet User*. Rockville, Maryland: Government Institutes, Inc., 1996.
- Leaffer, Marshall A. (ed). *International Treaties on Intellectual Property*. 2nd ed. Washington, D.C.: Bureau of National Affairs, 1997.
- Ludlow, Peter. *High Noon on the Electronic Frontier: Conceptual Issues in Cyberspace*. Cambridge, Massachusetts: MIT Press, 1996.
- Mansfield, Edwin. *Intellectual Property Protection, Foreign Direct Investment, and Technology Transfer*. (IFC discussion papers, No. 19). Washington, D.C.: The World Bank, 1994.
- Price Waterhouse EMC Practice and Price Waterhouse World Technology Center. *Entertainment, Media, and Communications Technology Forecast: 1998*. Menlo Park, California: Price Waterhouse World Technology Center, 1997.
- McCarthy, J. Thomas. *McCarthy's Desk Encyclopedia of Intellectual Property*. 2nd ed. Washington, D.C.: Bureau of National Affairs, 1996.
- Rosenoer, Jonathan. *Cyberlaw: The Law of the Internet*. New York: Springer-Verlag, 1996.
- Schechter, Robert E. (ed.). *Selected Intellectual Property and Unfair Competition: Statutes, Regulations, and Treaties 1995*. St. Paul, Minnesota: West Group, 1995.
- Sherwood, Robert M. *Intellectual Property and Economic Development*. Boulder, Colorado: Westview Press, 1992.
- United States Congress. House. Committee on the Judiciary. *WIPO Copyright Treaties Implementation Act; And Online Copyright Liability Limitation Act: Hearing before the Subcommittee on Courts and Intellectual Property*. 105th Congress, 1st Session, 16, 17 January 1997.
- United States Information Infrastructure Task Force, Working Group on Intellectual Property Rights. *Intellectual Property and the National Information Infrastructure*. Washington, D.C.: U.S. Patent and Trademark Office, 1995.
- United States Library of Congress, Copyright Office. *Report on Legal Protection for Databases: Report of the Register of Copyrights*. Washington, D.C.: U.S. Copyright Office, 1997.
- World Intellectual Property Organization. *Introduction to Intellectual Property: Theory and Practice*. Cambridge, Massachusetts: Kluwer Law International, 1996. □

---

---

# GLOSSAIRE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

---

**Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) :** règles internationales gouvernant les aspects des droits de propriété intellectuelle formulées en décembre 1993 dans le cadre des négociations d'Uruguay. Tous les Etats membres du GATT ont accepté de modifier leur législation nationale pour la rendre conforme au droit international relatif à la protection des brevets, des marques, du droit d'auteur, des dessins industriels et des secrets commerciaux. L'Accord sur les ADPIC étend également sa protection à des domaines techniques comme les produits pharmaceutiques et les logiciels qui, précédemment, n'étaient pas protégés dans de nombreux pays. Le délai de mise en application de l'accord, qui est entré en vigueur le 1er juillet 1995, est fixé à un an pour les pays industriels, à cinq ans pour les pays en voie de développement et les pays passant d'une économie dirigée à une économie de marché, et à onze ans pour les pays les moins avancés.

**Brevet :** titre délivré par les pouvoirs publics conférant un monopole temporaire d'exploitation sur une invention à celui qui la révèle, qui en donne une description suffisante et complète et qui revendique ce monopole. L'Accord sur les ADPIC fixe la durée des brevets dont la demande a été déposée après le 7 juin 1995 à vingt ans à compter de leur date de dépôt. Pour recevoir un brevet, l'inventeur doit révéler l'invention (procédé, machine, article manufacturé) en établissant son originalité, sa nouveauté, sa non-évidence et son utilité. La loi américaine en vigueur figure dans le Code des brevets de 1952. En tant que signataire de la Convention de Paris de 1883 pour la protection de la propriété industrielle, les Etats-Unis appartiennent à la première organisation internationale sur les brevets, l'Union de Paris.

**Conférence diplomatique de l'OMPI de 1996 :** réunion de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle qui s'est tenue à Genève pendant dix-huit jours en décembre 1996 et dont l'objectif était la révision de la Convention de Berne. Les délégués à la conférence ont rédigé deux traités : le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur, qui couvre les œuvres littéraires et artistiques, y compris les films et les logiciels, et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes,

qui couvre les enregistrements musicaux. Chacun de ces traités, s'il est ratifié par ses signataires, assurera la protection du droit d'auteur lors de la diffusion d'une œuvre sous forme numérique. Le Traité sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes est le premier accord mondial qui protège les droits des artistes et des producteurs d'enregistrements sonores contre le piratage numérique de leurs œuvres.

**Convention de Berne :** traité sur la protection du droit d'auteur, signé à Berne (Suisse) en 1886; son nom officiel est Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Avant la Conférence de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) de 1996, la Convention de Berne avait été révisée en 1914, 1928, 1948, 1967 et 1971. Cette convention accorde aux auteurs des droits moraux, notamment le droit de revendiquer la paternité de leurs œuvres et le droit de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de ces œuvres, ainsi que des droits exclusifs pour la traduction, la reproduction, l'exécution, la représentation ou l'adaptation de leurs œuvres littéraires ou artistiques. Les Etats-Unis sont devenus partie à cette convention le 1er mars 1989.

**Droit d'auteur :** droit exclusif conféré par les pouvoirs publics à l'auteur d'œuvres littéraires ou artistiques originales telles que livres, articles, dessins, photographies, compositions musicales, enregistrements, œuvres cinématographiques et logiciels. De portée internationale, ce droit couvre la reproduction, l'adaptation, la distribution, l'exécution et l'exposition des œuvres. En vertu de la Convention de Berne, la durée de protection d'une œuvre comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort. La loi américaine en vigueur est la loi de 1976 sur le droit d'auteur qui a été modifiée à plusieurs reprises.

**Marque :** nom ou symbole protégé par un dépôt à caractère juridique et qui identifie un produit ou un service et le distingue des autres produits ou services. Les signes, noms de société, marques de fabrique et emballages peuvent tous bénéficier d'une protection. Les détenteurs de marques ont le droit de s'opposer à l'usage, par un concurrent, d'un nom ou d'une marque qui leur appartient ou d'une imitation susceptible d'induire le

public en erreur, mais ils ne peuvent empêcher une personne de fabriquer ou de vendre le même produit qu'eux sous une marque différente qui ne prête pas à confusion. La loi américaine en vigueur est la loi Lanham de 1946, qui couvre les obligations des Etats-Unis en matière de marques en vertu de la Convention de Paris.

**Noms de domaine:** noms et mots par lesquels les sociétés désignent leur adresse sur l'Internet, comme le mot «Forbes» dans l'adresse suivante «<http://www.forbes.com>». Des conflits surgissent au sujet des marques quand deux sociétés tentent d'utiliser le même nom de domaine, ou quand l'une d'elles s'approprie, pour son adresse électronique, le nom ou la marque du produit d'un concurrent.

**Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI):** institution spécialisée des Nations unies ayant son siège à Genève et créée en 1967 pour promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. L'OMPI administre diverses «Unions», y compris l'Union de Paris et l'Union de Berne, ainsi que d'autres organisations instituées par des traités internationaux. Cette organisation élabore aussi des lois types susceptibles d'être adoptées par les pays en voie de développement. Plus de cent soixante pays en sont membres.

**Propriété intellectuelle:** idées ou manifestations créatrices de l'esprit humain qui ont une valeur commerciale et reçoivent la protection juridique d'un droit de propriété. Les principaux instruments juridiques utilisés pour protéger la propriété intellectuelle sont le droit d'auteur, les brevets et les marques. Les droits de propriété intellectuelle donnent à leurs détenteurs la faculté de choisir qui a accès à leur propriété et qui l'utilise, et ils les protègent d'une utilisation illicite.

**Système de gestion électronique du droit d'auteur:** technique numérique qui contrôle l'accès aux informations électroniques afin de protéger les droits de propriété intellectuelle. On met actuellement au point divers systèmes électroniques pour la gestion du droit d'auteur, y compris des techniques de marquage – filigrane, empreintes digitales et cryptage de données – qui garantissent l'autorisation licite des œuvres, des dispositifs de gestion de copies insérés dans des appareils enregistreurs numériques qui déterminent si une bande sonore numérisée est protégée par un droit d'auteur, ainsi que de nouvelles stratégies de commercialisation et de distribution offrant toute sécurité.

**Traité de coopération en matière de brevets:** traité signé par plus de cinquante pays, qui a pour but de simplifier les formalités à remplir par une personne qui cherche à obtenir un brevet dans plus d'un pays pour la même invention. Administré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et en vigueur depuis 1978, le Traité de coopération en matière de brevets permet à un inventeur de déposer une seule demande internationale, en plus de la demande principale de brevet qu'il a déposée dans un Etat signataire.

**Traité sur le droit des marques:** traité qui harmonise et simplifie les règles et formalités applicables au dépôt, à l'enregistrement et au renouvellement des marques et qui accorde aux marques de service le même statut qu'aux marques de produit. Ce traité, qui a été conclu lors de la Conférence diplomatique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle en 1994, est en vigueur, mais les Etats-Unis ne l'ont pas encore ratifié.

**Usage loyal:** incorporée dans la loi américaine de 1976 sur le droit d'auteur et souvent utilisée par les universitaires, les journalistes et les bibliothécaires, la disposition sur l'usage loyal autorise un usage limité des œuvres scientifiques et artistiques protégées par le droit d'auteur pour compléter ou pour illustrer brièvement des commentaires oraux ou écrits, des critiques littéraires ou artistiques ou du matériel scolaire. Quatre facteurs servent à déterminer si l'usage est loyal: 1) le but et le caractère de l'usage, c'est-à-dire s'il est commercial ou sans but lucratif; 2) la nature de l'œuvre protégée par le droit d'auteur; 3) la portion de l'œuvre qui sera utilisée; 4) les effets de cet usage sur le marché potentiel, c'est-à-dire la perte éventuelle d'une vente pour l'auteur. □